

Groupe Crédit du Nord



**Actualisation
du Document de Référence
2009**

**(rapport financier semestriel
au 30/06/2010 inclus)**

Actualisation du Document de Référence 2009



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 30 août 2010 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF sous le numéro D.10-0346-A01. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 28 avril 2010 sous le numéro D.10-0346. Il ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'information visée par l'AMF.

SOMMAIRE

N° de page

I. RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DES COMPLEMENTS D'INFORMATION	1
Nom du responsable	1
Attestation du responsable	1
II. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	2
Commissaires aux comptes titulaires	2
Commissaires aux comptes suppléants	2
III. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	3
1. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	3
2. ASSEMBLEE GENERALE DU 12 MAI 2010	4
IV. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010	5
1. CHIFFRES CLES	5
2. RAPPORT DE GESTION - 1 ^{er} SEMESTRE 2010	7
3. ETATS DE SYNTHESE	25
Bilan consolidé	25
Compte de résultat consolidé / Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	26
Evolution des capitaux propres	27
Tableau des flux de trésorerie	28
4. ANNEXES	29
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	67
V. TABLES DE CONCORDANCE	70
1. TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	70
2. TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	73

I. PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

1. Nom du responsable

Vincent TAUPIN, Directeur Général

2. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2009 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section V présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2009 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2009 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 136 et 137, 196 et 197 puis en pages 198 et 199 du document de référence 2009, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2008, en pages 130 et 131, 188, 189 et 190 du document de référence 2008. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes annuels et consolidés 2008 et 2009 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 30 août 2010



Le Directeur Général

Vincent TAUPIN

II. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

ERNST & YOUNG & AUTRES

Représenté par Bernard HELLER

Adresse : 41, rue Ybry – 92 220 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices.

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : PICARLE et ASSOCIES

Représenté par Denis PICARLE

Adresse : 11, allée de l'Arche, Faubourg de l'Arche – 92 400 COURBEVOIE

Date de nomination : 18 mai 2006, pour six exercices

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par Jean-Marc MICKELER

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle – 92 220 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

Suppléant : B.E.A.S

Représenté par Pascal PINCEMIN

Adresse : 7-9, villa Houssay – 92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000 pour six exercices

Date de renouvellement du mandat : 18 mai 2006 pour six exercices

III. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 30 JUIN 2010

Conseil d'Administration	Dates	
	1 ^{ère} nomination	Échéance du mandat (*)
Président du Conseil d'Administration		
Jean -François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2013
Administrateurs		
Didier ALIX	7 janvier 2010	2012
Séverin CABANNES	21 février 2007	2012
Pascal COULON **	23 juillet 2009	2012
Patrick DAHER	15 septembre 2005	2013
Jean-Pierre DHERMANT**	16 novembre 2006	2012
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2011
Philippe HEIM	12 mai 2010	2015
Angéla HOLVOET **	19 décembre 2009	2012
Patrick SUET	3 mai 2001	2011
Vincent TAUPIN***	3 novembre 2009	2011

* Assemblée Générale qui approuve les comptes de l'exercice écoulé

** Administrateur salarié

*** Directeur Général.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois depuis le début de l'année 2010 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, d'organisation et d'investissement.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 12 mai 2010.

Comité Exécutif

Vincent TAUPIN, Directeur Général

Marc BATAVE, Directeur Général Délégué

Jean-Pierre BON, Directeur Général Adjoint,

Pierre BONCOURT, Directeur des Ressources Humaines,

Jean DUMONT, Directeur de la Direction Centrale des Risques,

Jean-Louis KLEIN, Directeur de la Direction des Entreprises,

Thierry LUCAS, Directeur des Systèmes d'Information, des Opérations Bancaires et des Projets,

Gilles RENAUDIN, Directeur des Affaires Juridiques et des Contrôles,

Jérôme FOURRE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. ASSEMBLEE GENERALE DU 12 MAI 2010

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 740.263.248 euros, divisé en 92.532.906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte le 12 mai 2010 au Siège Central à Paris 8ème, 59, boulevard Haussmann. Tous les actionnaires étaient présents ou représentés totalisant les 92.532.906 actions constituant le capital social, réunissant ainsi le quorum légalement exigé.

- Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration, à l'exception d'une seule, ont été adoptées. La résolution rejetée par l'ensemble des actionnaires présents ou représentés est celle concernant l'augmentation de capital réservée aux salariés.
- Les comptes 2009 et le dividende par action de 3,50 euros ont été approuvés.
- Un nouvel administrateur a été nommé : M. Philippe HEIM.
- La cooptation de trois administrateurs a été ratifiée :
M. Jean-François SAMMARCELLI, M. Vincent TAUPIN et M. Didier ALIX.

Résolutions soumises au vote :

- 1- Approbation des comptes consolidés.
- 2- Approbation des comptes individuels et quitus au Président-Directeur Général et aux administrateurs.
- 3- Affectation du résultat.
- 4- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L 225–38 et suivants du Code de Commerce.
- 5- Ratification de la cooptation de M. Jean-François SAMMARCELLI.
- 6- Ratification de la cooptation de M. Vincent TAUPIN.
- 7- Ratification de la cooptation de M. Didier ALIX.
- 8- Nomination de M. Philippe HEIM en qualité d'Administrateur.
- 9- Ajustement de l'enveloppe globale des jetons de présence.
- 10- Augmentation de capital réservée aux salariés.
- 11- Pouvoirs.

IV. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

1. Chiffres clés

Groupe : données consolidées

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2010 IAS/IFRS	30/06/2009 IAS/IFRS	VARIATION % 2010/2009 IAS/IFRS
BILAN			
Dépôts clientèle	20 503,3	18 361,5	+ 11,7
Crédits clientèle	26 383,6	25 396,8	+ 3,9
Capitaux propres consolidés ⁽¹⁾	1 981,2	1 894,1	+ 4,6
Encours créances douteuses (montant brut)	1 720,3	1 540,0	+ 11,7
Dépréciations sur créances individualisées	-853,5	-732,1	+ 16,6
TOTAL DU BILAN	41 473,0	39 314,4	+ 5,5
ACTIFS GÉRÉS⁽²⁾	24 905,2	24 699,4	+ 0,8
RÉSULTATS			
Produit Net Bancaire	804,3	769,8	+ 4,5
Résultat Brut d'Exploitation	283,2	248,9	+ 13,8
Résultat courant avant impôt	194,6	148,2	+ 31,3
Bénéfice net (part du Groupe)	130,8	98,0	+ 33,5

(1) Inclut les résultats en formation

(2) Hors conservation pour compte de tiers et retraité des OPCVM inclus dans les supports d'assurance-vie

Chiffres clés

RATIOS (en %)	30/06/2010	30/06/2009
Coût du risque / Encours de crédits	0,65%	0,79%
Capitaux propres / Total du Bilan	4,78%	4,82%
Ratio de solvabilité ⁽¹⁾	8,97%	8,94%
Part des fonds propres durs ⁽³⁾ / Encours pondérés Bâle II ⁽²⁾	8,54%	8,32%

NOTATIONS	30/06/2010	30/06/2009
Standard and Poor's CT	A - 1	A - 1
LT	A +	A +
Fitch CT	F1 +	F1
LT	A +	A
Intrinsèque*	BC	BC

* La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

Contribution du Crédit du Nord (*maison mère*)

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2010	30/06/2009	VARIATION %
	IAS/IFRS	IAS/IFRS	2010/2009
Produit Net Bancaire	596,8	529,3	+ 12,8
Résultat Brut d'Exploitation	254,9	196,4	+ 29,8
Résultat net	185,7	124,4	+ 49,3

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ Après application des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers soit avec floor de 80% au 30/06/10 et 30/06/09

⁽³⁾ Tier One

⁽¹⁾ et ⁽³⁾ incluent les résultats en formation, nets des prévisions de distribution des dividendes.

2. Rapport de gestion - JUIN 2010

Une reprise fragile et inégale de l'activité

L'amorce de reprise économique mondiale amorcée fin 2009 s'est confirmée au 1^{er} semestre 2010. Celle-ci reste cependant fragile et surtout inégale. Les pays émergents connaissent un redémarrage vigoureux de l'activité, qui tire le rebond du commerce international. Ils sont suivis par les Etats-Unis, où la demande intérieure est principalement soutenue par les mesures de relance mises en place en 2009.

La zone euro sort de la récession plus lentement, ses membres faisant face eux-mêmes à des situations très contrastées. Premier exportateur européen, l'Allemagne bénéficie pleinement de la croissance des pays émergents et de celle des Etats-Unis ; a contrario, l'ampleur du déficit budgétaire de la Grèce et la dégradation des finances publiques de l'Espagne et du Portugal ont provoqué une crise de confiance sans précédent dans la monnaie unique et conduit la plupart des pays européens à mettre en place des plans de rigueur visant progressivement à revenir à l'équilibre budgétaire.

Malgré l'effet amortisseur de la dépréciation de l'euro, la reprise est donc amenée à subir les effets du retrait progressif des mesures de relance, du probable ralentissement des économies émergentes, et de la mise en œuvre de plans de redressement budgétaire en Europe. Par ailleurs, le niveau toujours élevé du chômage constitue un frein à la relance par la consommation.

Les politiques monétaires sont restées très accommodantes aux Etats-Unis comme en Europe en l'absence de pressions inflationnistes notables et sur fond de fragilité de la reprise économique. Les taux d'intérêt ont été maintenus à des niveaux historiquement bas au 1^{er} semestre et les premières hausses de taux directeurs n'interviendront vraisemblablement pas avant la fin de l'année, voire début 2011.

La France a connu au 1^{er} semestre une croissance modérée mais positive de son PIB et, sur l'ensemble de l'année, le taux de croissance est attendu à 1,3% environ. L'activité est soutenue par le dynamisme du commerce mondial, l'investissement productif des entreprises redémarre et la dépréciation de l'euro stimule les exportations. La situation sur le marché de l'emploi s'améliore lentement, même si le taux de chômage se situe encore à un niveau élevé.

Les indices boursiers sont toutefois orientés à la baisse au 1^{er} semestre. La tendance haussière du début d'année a été suivie d'une période incertaine liée à la crise de la zone euro. Les mesures de resserrement budgétaire et les incertitudes sur la conjoncture ont en effet contribué à la remontée de l'aversion pour le risque et à un mouvement généralisé de fuite vers la qualité. En France, le CAC 40 clôturait à 3443 points le 30 juin 2010, en baisse de 13% par rapport au 1^{er} janvier.

Dans un environnement économique plus porteur mais encore incertain, le Groupe Crédit du Nord renoue avec une croissance dynamique de ses résultats

Les résultats du 1er semestre 2010 sont établis selon les normes comptables IFRS. Ils sont comparés à des chiffres 2009 établis selon les mêmes normes.

Le Groupe Crédit du Nord affiche une croissance de son PNB consolidé de 4,5% et une progression de son RBE de 13,8% au 30 juin 2010. Le résultat d'exploitation augmente de 32,8% compte tenu de la baisse de la charge du risque de près de 15% par rapport au 1^{er} semestre 2009. Le résultat net part du Groupe s'établit à 130,8 M€, en hausse de 33,5%. Le ROE est de 14,6% pour un Tier One de 8,54%.

Rappelons que les comptes consolidés du Crédit du Nord du 1^{er} semestre 2009 intégraient la contribution de sa filiale de gestion d'actifs Etoile Gestion et de sa participation dans Dexia CLF Banque, cédées en fin d'année respectivement à Amundi et au groupe Dexia. Par ailleurs, le Groupe avait dû constater la valorisation en juste valeur de ses passifs financiers dans le respect des normes comptables IFRS, impactant négativement le PNB à hauteur de 11,3 M€ au 30 juin 2009. Inversement, l'écartement des spreads de crédit se traduit par un produit de 11,1 M€ comptabilisé au 30 juin 2010.

Retraité de ces éléments, des dividendes perçus d'Amundi et des mouvements de provision PEL et CEL, le PNB du Groupe ressort en croissance de 5,0% au 30 juin 2010.

L'évolution maîtrisée de ses frais généraux, à 1,8%, permet au Crédit du Nord de présenter une progression du RBE après retraitements et à iso périmètre de consolidation de 11,7% au 1^{er} semestre 2010.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

La marge sur dépôts est bien orientée sur le 1^{er} semestre 2010 avec une évolution positive de 7,5%. Elle bénéficie de la très bonne dynamique des dépôts à vue sur chacun des marchés, et de celle des encours d'épargne réglementée, dont la croissance est tirée par le Livret A. Par ailleurs, le retard avec lequel la baisse des taux courts avait été répercutée sur le taux de rémunération des comptes d'épargne réglementée avait eu pour conséquence une contraction du taux de marge au 1^{er} semestre 2009, qui constitue ainsi une référence basse.

La marge sur crédits est en croissance de 2,2%, tirée par le marché des particuliers. Elle bénéficie du mouvement de reconstitution progressive des taux de marge mis en œuvre courant 2009, dont l'effet couvre largement celui lié à l'érosion des encours de prêts personnels et de revolving.

Par ailleurs, le fort rebond des productions de crédits immobiliers et la reprise des besoins de financement de leurs investissements productifs par les entreprises permettent de compenser l'effet de forte contraction des tirages des entreprises sur leurs lignes à court terme.

Les commissions de services s'inscrivent en léger recul de 1,5%, profitant néanmoins du développement des fonds de commerce et des efforts d'amélioration de l'équipement de la clientèle en produits et services bancaires et d'assurance, mais elles sont impactées défavorablement au premier semestre 2010 par la révision des modalités d'étalement des frais de dossiers ayant un impact de -10,5 M€, ainsi que par la baisse des flux confiés par notre clientèle de PME et de professionnels, dans une conjoncture encore terne.

Rappelons que la société Etoile Gestion est sortie du périmètre de consolidation le 31 décembre 2009 à l'occasion de l'apport de l'activité de gestion d'actifs du Groupe Société Générale à AMUNDI. Hors les revenus d'Etoile Gestion en 2009, les commissions financières du Groupe sont à nouveau orientées à la hausse avec une évolution positive de 2,8%. Les commissions d'assurance vie sont dynamiques et soutenues par la croissance vigoureuse de l'encours. A contrario, les commissions sur OPCVM affichent un net repli, les rendements des SICAV monétaires étant fortement impactés par la faiblesse des taux courts.

Enfin, le PNB de la société de Bourse Gilbert Dupont, spécialiste des petites et moyennes valeurs, est à nouveau bien orienté et ressort en hausse de 7,5% au 30 juin 2010, tirée par les revenus de la table actions. L'activité obligataire, qui avait bénéficié début 2009 du dynamisme du marché primaire, dégage en revanche un résultat moins élevé.

Le Crédit du Nord tire parti de son plan d'ouverture d'agences 2004-2009

Le Crédit du Nord a lancé fin 2004 un ambitieux programme d'ouvertures d'agences.

En cinq ans, près de 150 nouvelles agences ont été ouvertes dans des zones à fort potentiel, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ces agences ont permis à un certain nombre de clients particuliers de grandes métropoles, et plus particulièrement d'Ile-de-France, de transférer leurs comptes dans une agence proche de leur lieu de résidence, et ainsi de profiter d'une plus grande proximité dans leur relation bancaire.

En réalisant plus de 15% de la conquête de nouveaux clients particuliers et professionnels du Groupe au 1^{er} semestre 2010, les nouvelles agences participent désormais de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Crédit du Nord.

Leurs fonds de commerce disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires et leur développement constitue un réel relais de croissance pour les années à venir.

Rapport de gestion - JUIN 2010**Le Crédit du Nord poursuit la mise en œuvre de projets améliorant l'efficacité commerciale et la satisfaction client**

Le Crédit du Nord achève la mise en œuvre des chantiers techniques ou d'infrastructure engagés depuis plusieurs années, et pose les jalons de nouveaux projets de rénovation qui se réaliseront avec les réseaux de détail de la Société Générale.

Le poste de travail en agence bénéficie de nouvelles fonctionnalités avec l'intégration de nouvelles situations de travail et de nouveaux produits et services. Ce projet majeur pour le Groupe est parvenu à maturité avec l'intégration sur le poste de travail de la totalité des situations de travail du front et du middle office. Une démarche vient d'être engagée avec la Société Générale dans la réalisation d'un système unique de gestion étendu à l'ensemble des banques de détail du Groupe SG en France comme à l'Étranger. A terme, le réseau de détail du groupe SG s'appuiera sur cette couche de distribution développée par le Crédit du Nord.

Sur le plan organisationnel, le projet de rationalisation touchant l'organisation des middle offices lancé par le Crédit du Nord il y a trois ans achève son déploiement en 2010. Ce projet prend en compte l'évolution des comportements des clients, avec la montée en puissance des canaux à distance, et bénéficie de la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités du poste de travail notamment dans les process désormais automatisés de gestion du crédit.

Les travaux de modernisation et d'unification des briques fonctionnelles du dispositif Multicanal se sont poursuivis en 2010, conduisant plus spécifiquement à la livraison d'une fonctionnalité permettant au client de gérer ses contrats d'assurance-vie sur internet, et à la sécurisation des paiements en ligne. Enfin, une démarche de modernisation et d'extension de l'offre Internet en faveur des clientèles de professionnels et d'entreprises sera déployée au 2nd semestre 2010.

Dans le domaine commercial, le nouvel outil de pilotage s'appuyant sur un modèle de données unique a été enrichi de nouvelles données.

L'outil rénové de refonte des processus et applicatifs de gestion visant à optimiser le suivi et la prévention des dépassements, ainsi que l'outil de marketing pour la réalisation de campagnes nationales et régionales ont été déployés dans l'ensemble du réseau en 2010. La généralisation en 2010 des postes de travail en « client léger » au sein des agences et du siège permettra de faciliter leur installation et la mobilité des acteurs du réseau notamment grâce à un allègement de la configuration matérielle des postes.

Le Crédit du Nord a également lancé plusieurs nouveaux projets cette année parmi lesquels une liste des actions prioritaires commerciales sur le poste de travail, la refonte du dispositif patrimonial et la mise en place de la mobilité bancaire en facilitant le changement de domiciliation bancaire des clients. Ces projets devraient permettre au réseau de gagner encore en efficacité commerciale, d'améliorer l'équipement de la clientèle en produits et services, et d'accroître la satisfaction client.

La mise en œuvre méthodique et urbanisée de la rénovation de son système d'information permet au Crédit du Nord de disposer d'un système de grande qualité.

Rapport de gestion - JUIN 2010

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre de l'ensemble des banques du Groupe, c'est à dire le Crédit du Nord et ses six filiales bancaires : les banques Courtois, Rhône-Alpes, Tarneaud, Laydernier, Nuger et Kolb.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

Accélération du développement du fonds de commerce

La croissance du fonds de commerce de **particuliers** s'est accélérée au 1^{er} semestre, à 3,3% sur un an. Au 30 juin 2010, le fonds de commerce compte 1,4 millions de clients particuliers et plus de 1,1 millions de comptes à vue.

La progression du fonds de commerce bénéficie des efforts de conquête de nouveaux clients, notamment via la recommandation et le crédit à l'habitat, et de la prévention des départs ainsi que de l'apport des nouvelles agences.

Cette croissance s'accompagne d'une intensification du rythme de vente de produits auprès de la clientèle. L'équipement des clients en 6 produits et plus se maintient à un niveau élevé de 48,5%.

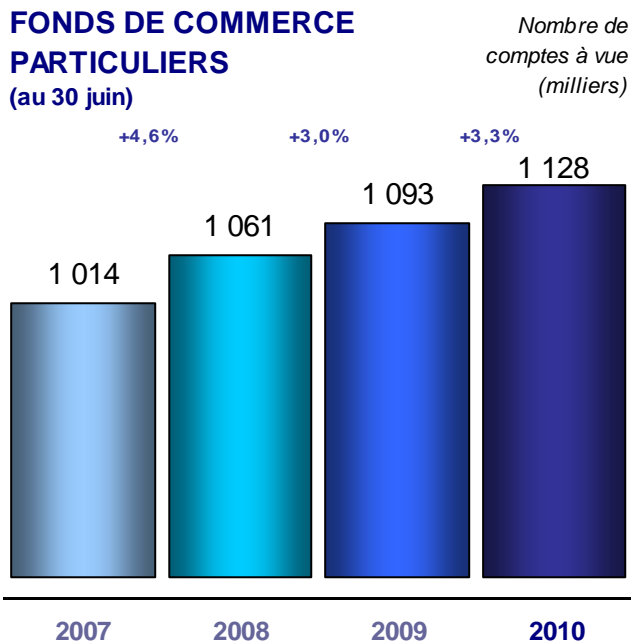
Au 1^{er} semestre, plus de 47.000 livrets A ont été ouverts par nos clients ou leurs enfants, ce qui porte à 213 000 le nombre de livrets A commercialisés par le Crédit du Nord depuis son lancement le 1^{er} janvier 2009. Au 30 juin 2010, le montant d'épargne confiée sous cette forme totalise plus de 800 M€.

Dans le domaine de l'assurance vie, le très bon accueil reçu par le nouveau contrat Antarius Duo lors de sa commercialisation fin 2009 se confirme dans la durée avec déjà 24.000 contrats vendus à fin juin.

Enfin le succès de la Garantie des Accidents de la Vie ne se dément pas avec 5.600 nouveaux contrats vendus au 1^{er} semestre 2010, et un total de 21.000 contrats après 18 mois de commercialisation.

L'accès à la Banque via les canaux à distance poursuit sa progression à un rythme très élevé, avec une croissance du nombre de contrats Internet de 9,6% au 30 juin 2010.

FONDS DE COMMERCE PARTICULIERS (au 30 juin)



Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

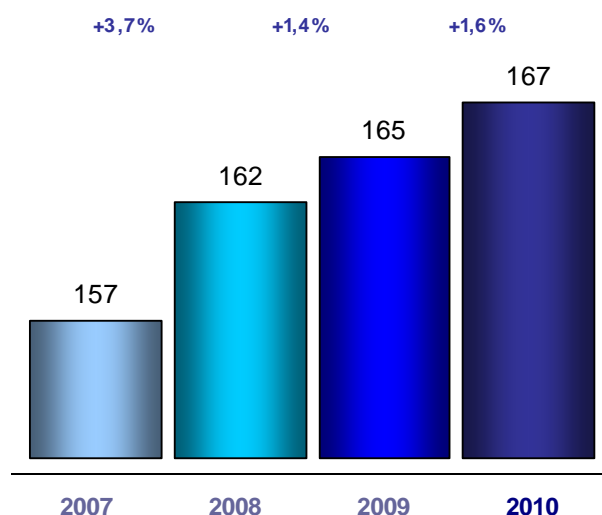
Le développement de la clientèle de **professionnels** reste une priorité avec une conquête sélective qui repart à la hausse : le nombre de nouveaux clients progresse de +13,1% au 1^{er} semestre 2010. Le fonds de commerce compte 171.000 clients avec une progression du nombre de comptes à vue de 1,6% sur un an liée notamment à l'apport de nouvelles agences et au dynamisme du réseau. Ce résultat témoigne de la qualité du dispositif spécifique de proximité du Crédit du Nord, caractérisé par la présence de conseillers dédiés, en charge tant de la partie commerciale que de la partie privée de la relation, par le maintien d'un service de caisse dans toutes les agences, et par une offre adaptée.

Reflète de la confiance de la clientèle, le nombre de contrats monétiques destinés aux commerçants est en progression de 1,9% et la hausse du nombre de clients équipés de l'offre packagée Convention Alliance atteint 5,0% sur un an, avec près de 60% des clients équipés. Par ailleurs, près d'un client professionnel sur deux est en relation à la fois commerciale et privée. Dans le domaine de la prévoyance, le stock de contrats Etoile Sécurité, produit destiné à compléter l'épargne confiée par nos clients en cas de décès, augmente de 1,9% sur un an ; le contrat Protection Juridique se développe toujours avec succès, avec plus de 5.700 contrats commercialisés à fin juin 2010. La hausse atteint 4,6% sur un an.

Le nombre de Plans d'Epargne Interentreprises, produit d'épargne salariale dédié aux petites entreprises, aux entrepreneurs individuels et aux professions libérales est en progression toujours forte de 16% sur un an. L'accès à la Banque via le site Internet dédié aux professionnels connaît une hausse significative d'activité de 15,7% par rapport au 1^{er} semestre 2009, et plus de 5 millions de connexions.

COMPTE A VUE PROFESSIONNEL (au 30 juin)

Nombre de CAV
(en milliers)



Le fonds de commerce d'**entreprises** est à nouveau orienté à la hausse, avec une évolution de 0,5% sur un an. Ce résultat est à rapprocher de la bonne orientation de la conquête de nouveaux clients, qui progresse de 8,2% au 1^{er} semestre après une année 2009 difficile et volontairement sélective.

Près de trois entreprises sur quatre sont désormais détentrices d'un contrat Internet actif. Le nombre de connexions au site Internet dédié aux entreprises représente près de 2 millions de connexions au 1^{er} semestre 2010, en hausse de 8,1% par rapport au 1^{er} semestre 2009.

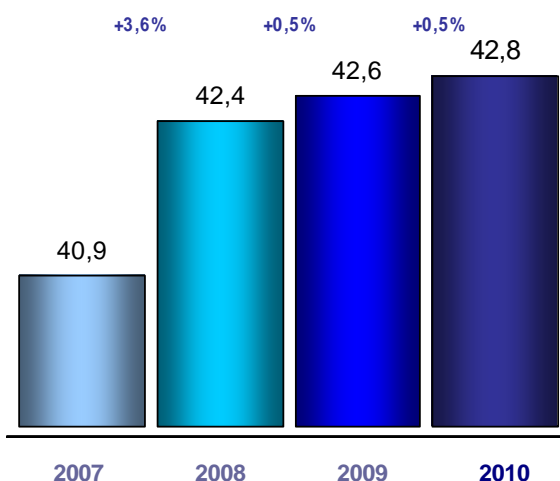
De nouveaux produits et services ont été lancés en 2010. Etendu à la clientèle d'institutionnels en début d'année, le compte sur livret offre une solution d'épargne disponible à tout moment et constitue une alternative intéressante aux OPCVM. En parallèle, l'offre de compte à terme à taux progressif Thésauris, à l'origine réservée aux particuliers été élargie aux clientèles d'entreprises. Fin juin 2010, l'encours collecté sur ces deux formules totalisait plus de 700 M€.

Un baromètre⁽¹⁾ concurrentiel de mesure de la satisfaction clientèle, réalisé en 2010 auprès d'échantillons représentatifs de clients sur tous ses marchés, a positionné le Crédit du Nord en tête des principales banques françaises sur le marché de particuliers et ce, sur la majorité des thèmes cités : satisfaction globale client, image, confiance, conseiller. Par ailleurs, le Crédit du Nord se place parmi les meilleurs établissements de la Place sur le marché des professionnels et sur celui des entreprises. Les résultats de ce baromètre sont le reflet de l'excellente qualité de notre relation avec nos clients, cœur de notre modèle de développement.

(1) Source : institut de sondage CSA, 1 mars 2010- 9 avril 2010, baromètre concurrentiel (sondage téléphonique)

COMPTE A VUE ENTREPRISE (au 30 juin)

Nombre de CAV
(en milliers)



LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

Les encours d'épargne en progression

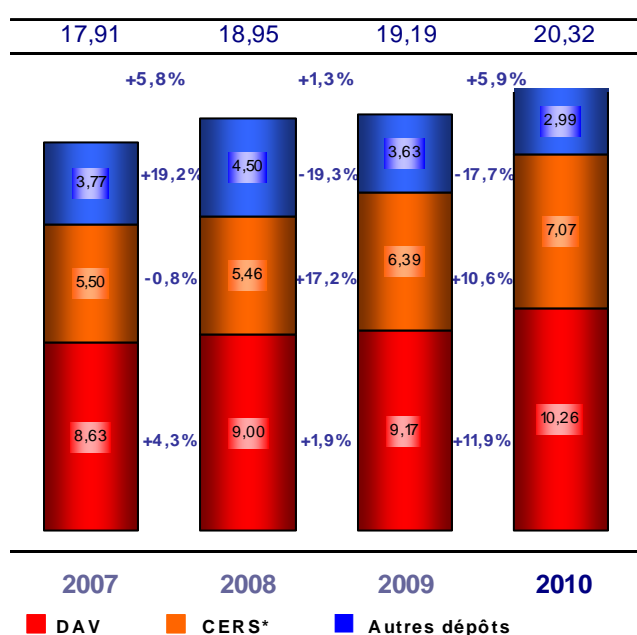
Les encours d'épargne ont sensiblement progressé au 1^{er} semestre 2010, avec un arbitrage de la clientèle en faveur de l'épargne bilantielle, en témoigne la restauration du ratio « loan to deposit », qui mesure le rapport entre encours de crédits et de dépôts, et s'améliore de 6 points sur un an, à 122% au 30 juin 2010.

Après avoir fortement progressé au 2nd semestre 2009, les indices boursiers sont repartis à la baisse au 1^{er} semestre 2010. Pour autant, sur un an, la croissance de l'indice CAC est proche de 10%. Compte tenu de cet effet de valorisation positif et de la collecte nouvelle, les encours d'épargne confiés (bilan et hors bilan) au 30 juin 2010 sont en progression de 2,4% sur un an.

Les encours de dépôts à vue s'inscrivent en hausse significative de 11,9% sur le marché de particuliers ainsi que sur les marchés de professionnels et d'entreprises (+11,1% sur un an), et bénéficient de la décollecte des OPCVM monétaires devenus moins attractifs depuis la baisse des taux courts. Par ailleurs, le niveau de rémunération des produits d'épargne réglementée, particulièrement bas depuis un an, a conduit les ménages à accroître les niveaux de liquidité sur leurs comptes à vue.

ENCOURS DE DÉPÔTS (en Md€)

BILANTIELS évolution au 30 juin



De même, les volumes de comptes à terme des particuliers sont en repli de -62,6% sur un an mais l'encours est désormais stabilisé. Ces capitaux sont venus alimenter les contrats d'assurance vie en euros ou ont été réinvestis en épargne bancaire à court terme.

A cet égard, la collecte de livret A, commercialisé depuis début 2009, est significative. L'encours atteint plus de 800 M€ à fin juin 2010. De même, l'ouverture du compte sur livret aux institutionnels en mars 2010 et la commercialisation du compte à terme à taux progressif auprès des entreprises ont permis de collecter un volume d'épargne bilantielle de plus de 700 M€ au cours du 1^{er} semestre, provenant principalement des OPCVM monétaires.

L'encours d'épargne logement est de nouveau en croissance après plus de 4 ans de décollecte, résultat des actions de relance mises en place courant 2009 et de l'attractivité du taux de rémunération de ce produit par rapport à celui de certaines autres formules d'épargne.

Au global, les encours d'épargne bancaire progressent fortement de 5,9% sur un an.

Dans le domaine de l'assurance-vie, la collecte brute progresse très légèrement (+0,5%) au 1^{er} semestre 2010 en dépit de la référence particulièrement élevée du début d'année 2009, où la production avait été soutenue par les offres à taux majoré. La part des contrats en unité de compte par rapport à celle des contrats en euros reste limitée, et témoigne de l'aversion pour le risque de la part de la clientèle. La collecte nette d'assurance vie ressort à 377 M€ au 1^{er} semestre, et l'encours d'assurance vie progresse de 11 % sur un an.

Soutenus par la progression du niveau des indices sur un an, les encours d'OPCVM à moyen et long terme sont en hausse de 3,9% au 30 juin 2010. En dépit d'une production tirée par la commercialisation du fonds garanti « Etoile Garanti Avril 2018 », la collecte nette d'OPCVM à moyen et long terme est toutefois neutre au 1^{er} semestre 2010 sous l'effet du volant naturel de rachats.

* CERS : Comptes d'Epargne à Régime Spécial (comptes sur livret, livrets de développement durable...) ou assimilés (épargne logement)

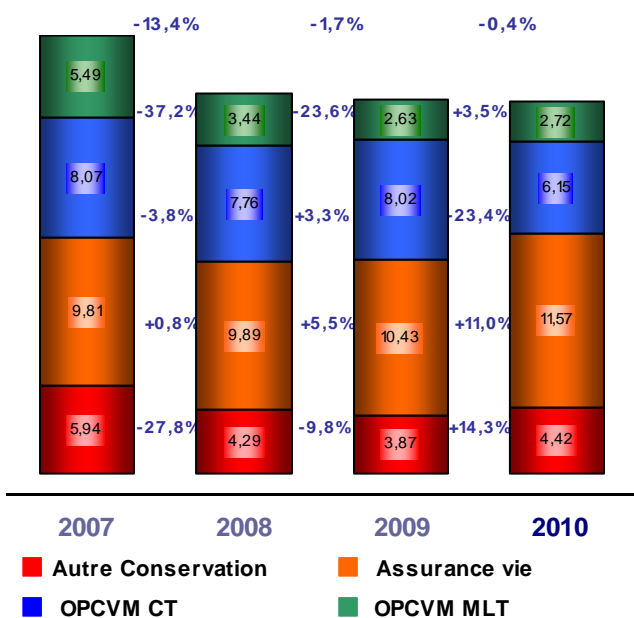
LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

ENCOURS D'ÉPARGNE HORS BILAN (en Md€)

évolution au 30 juin

2007	2008	2009	2010
29,30	25,38	24,95	24,86



Fin juin 2010, l'encours d'OPCVM à court terme est en repli de 23,4% sur un an.

Les OPCVM monétaires dédiés aux clientèles de particuliers et de professionnels reculent de 31,9% compte tenu du niveau particulièrement bas des taux d'intérêt à court terme conduisant à des arbitrages de la clientèle en faveur des formules d'épargne bancaire.

Les souscriptions par les clientèles d'entreprises ont également fortement diminué. L'encours d'OPCVM court terme des entreprises et des institutionnels affichent un repli de 19,4% sur un an. Par ailleurs les BMTN commercialisés par le Crédit du Nord ainsi que les nouveaux véhicules d'épargne bancaire créés en début d'année ont rencontré un réel succès et permettent ainsi de satisfaire, pour une large part, aux besoins de liquidité à court et moyen terme de la banque.

La détention de titres en direct augmente de 14,3 % en valeur au 30 juin 2010, bénéficiant d'un effet de valorisation positif.

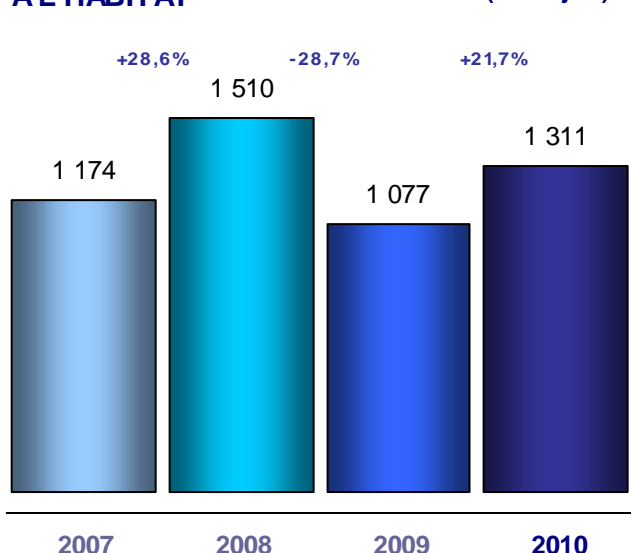
Les productions de crédits aux particuliers sont soutenues par la vigueur du marché immobilier

Les incertitudes nées de la crise économique, s'étaient traduites, en 2009, par une chute de la demande de crédits de la part de la clientèle et par un ralentissement des productions. L'encours progresse de 4,2% au 1^{er} semestre 2010, soutenu par la vigueur du marché immobilier.

Les productions de crédits à l'habitat sont réparties à la hausse compte tenu du meilleur positionnement de nos grilles tarifaires, de la baisse des taux d'intérêt et d'un très fort retour de la demande. Le montant total des décaissements s'élève à plus de 1,3 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2010, soit une progression de 21,7% sur 2009 et une accélération de la croissance en fin de période. La proportion des entrées en relation par le crédit à l'habitat est supérieure à 12,9%, et témoigne de la qualité de notre conquête de nouveaux clients.

Dans ce contexte de marché très actif, le Crédit du Nord continue de mener une politique sélective en matière de risque, même si les critères d'octroi, volontairement durcis en début de crise, ont été légèrement assouplis, en fixant des seuils d'apport personnel, des taux d'endettement raisonnables et en ne commercialisant que des productions à taux fixe ou à taux variable capé sur des durées de moins de 25 ans.

PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT (en m€)

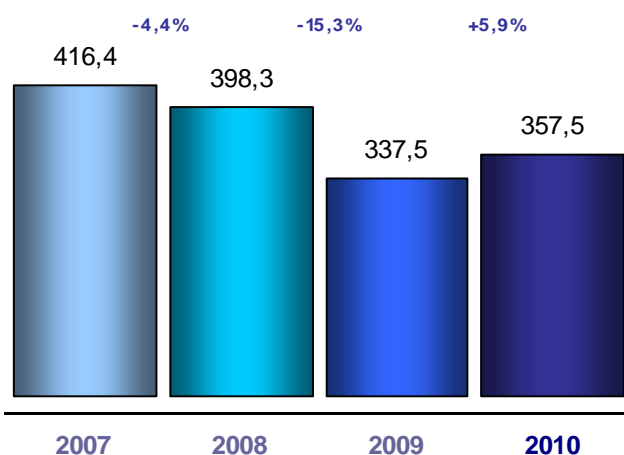


LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

PRODUCTION DE PRÊTS PERSONNELS (en m€)

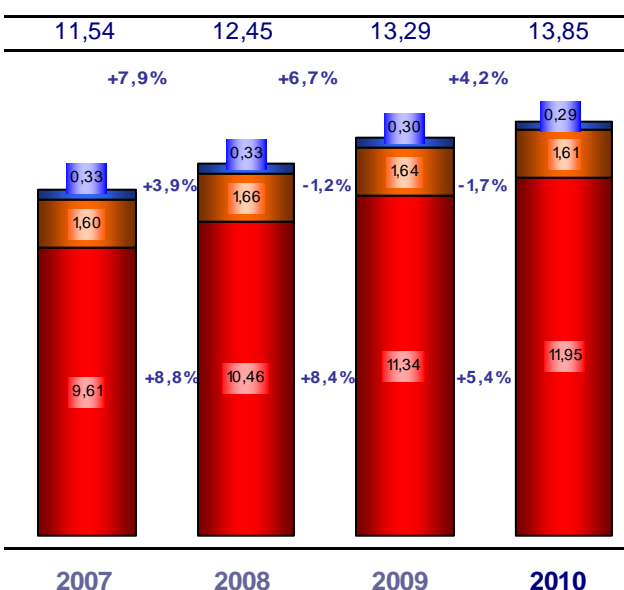
(au 30 juin)



La relance observée des productions de prêts personnels, amorcée en toute fin d'année 2009, se confirme au 1^{er} semestre 2010, avec une progression de 5,9% et une tendance à l'accélération en fin de période. Le retour à la croissance des productions de crédits à la consommation n'est toutefois pas suffisant pour enrayer la baisse de l'encours qui atteint 1,6% à fin juin 2010. Par ailleurs, la faiblesse de la consommation des ménages et la reconstitution du taux d'épargne se traduisent par une baisse des encours de comptes débiteurs des particuliers de 6,0%.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX PARTICULIERS (en Md€)

évolution au 30 juin



■ Crédits à l'habitat ■ Crédits à la consommation
■ Comptes débiteurs

Enfin, l'utilisation des crédits revolving reste défavorablement orientée au 1^{er} semestre 2010. L'encours affiche un repli de 2,3 % sur un an. Cette tendance résulte à la fois d'une activation moins soutenue des contrats existants et d'un ralentissement de la commercialisation de nouveaux contrats de crédits revolving.

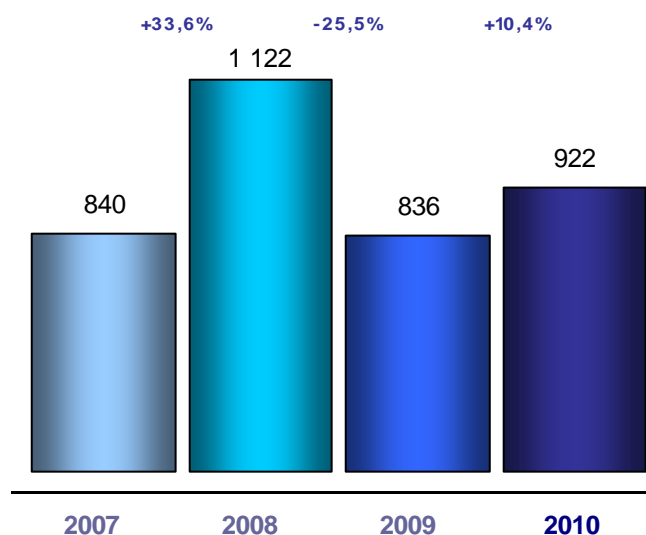
Des productions de crédits aux entreprises⁽¹⁾ encore impactées par la crise

L'investissement productif des entreprises redémarre au 1^{er} semestre 2010, drainé par le retour de la croissance de la production industrielle. Toutefois, cette reprise est contrastée selon les secteurs, en témoigne la construction dont l'activité est toujours en berne.

La reprise de la demande et l'évolution favorable des taux d'intérêt conduisent à une progression de 10,4% des décaissements de crédits d'équipement sur le semestre.

PRODUCTION DE CRÉDITS D'ÉQUIPEMENT (en m€)

(y compris PBE)⁽²⁾ (au 30 juin)

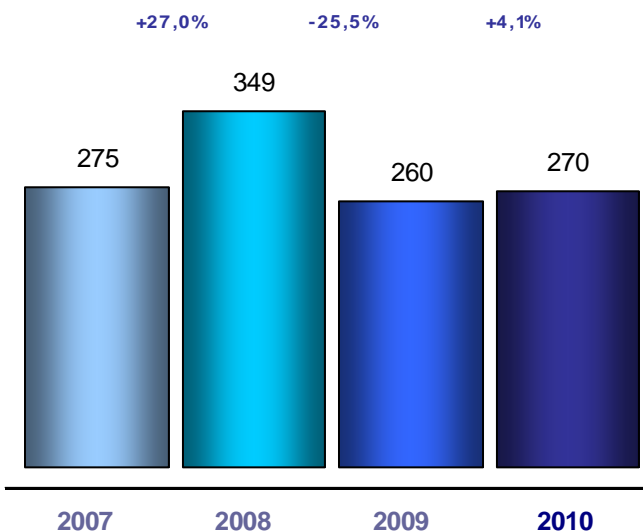


⁽¹⁾ et assimilées : entreprises, professionnels, et institutionnels

⁽²⁾ y compris financements spécialisés

Rapport de gestion - JUIN 2010

PRODUCTION DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER (au 30 juin) (en m€)



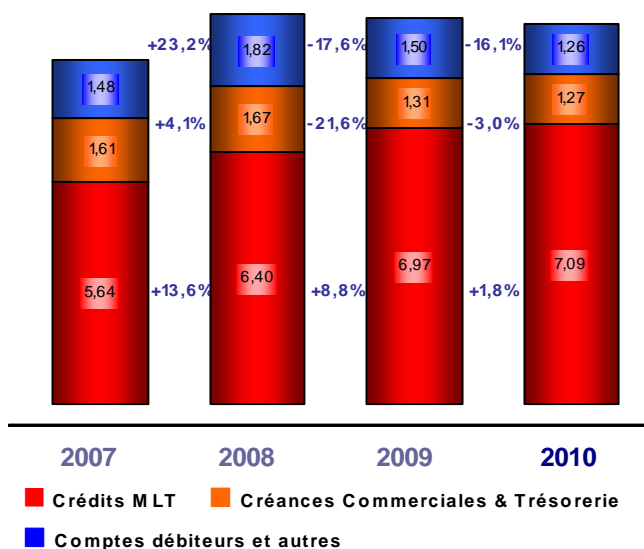
Les productions de crédit bail mobilier s'établissent également à nouveau en hausse, à 4,1% au 1^{er} semestre 2010. Cette activité traduit une volonté stratégique forte de développer les financements des entreprises sous cette forme plus sécurisée et plus rémunératrice pour la banque. Les encours de crédit bail mobilier restent toutefois en retrait et affichent une diminution de 2,3 % sur un an.

Les utilisations de crédits à court terme demeurent impactées par l'assainissement de la situation financière des entreprises et par la fragilité de la croissance économique. Le montant des concours à court terme aux entreprises est en recul de 10% sur un an.

ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES (en Md€)

évolution au 30 juin

2007	2008	2009	2010
8,72	9,90	9,78	9,62
	+13,5%	-1,2%	-1,6%



Evolution du total des encours de crédits entreprises hors portage ponctuel de papiers CDN :-1,6% (soit -10% sur les encours de crédits court terme)

Rapport de gestion - JUIN 2010

Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Rappelons que le périmètre de consolidation du Groupe a enregistré la sortie de deux filiales au cours de l'exercice 2009, Etoile Gestion et Dexia CLF Banque. Le détail des évolutions du périmètre de consolidation est présenté dans la note 2 des annexes aux comptes consolidés.

Dans le but d'apporter des compléments d'information sur les évolutions des principaux soldes intermédiaires de gestion, nous ferons référence à des analyses de gestion qui portent sur des périmètres précisés dans le corps du texte. Ces analyses concernent l'activité Banque de détail dont le PNB représente plus de 90% de la totalité du PNB du Groupe.

Les chiffres présentés sont établis selon les normes comptables IFRS, y compris les normes 32 et 39 et IFRS 4.

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€	VARIATION % 2010/2009
(y compris variation de la provision PEL/CEL)			
Intérêts nets et revenus divers	447,9	393,1	+ 13,9
Commissions nettes	356,4	376,7	- 5,4
PNB	804,3	769,8	+ 4,5

Après dotation de la provision constituée au titre des engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement, (2,6 M€ de dotation au premier semestre 2010 contre 7,3 M€ de reprise au premier semestre 2009), le PNB comptable ressort en hausse de 4,5% sur la période.

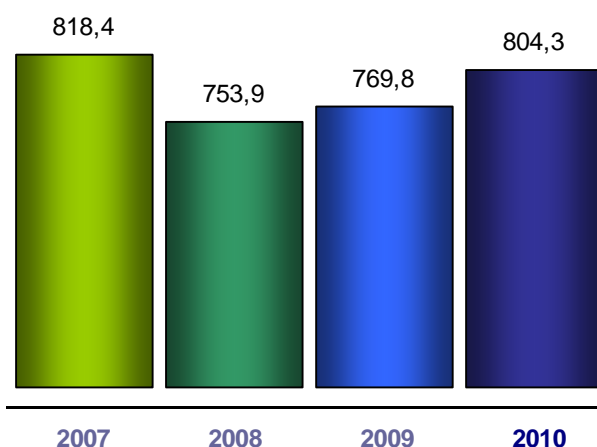
Corrigé de ces mouvements de provisions, de la valorisation en juste valeur des passifs financiers (+11,1 MEUR au premier semestre 2010 contre -11,3 MEUR sur la même période de 2009) et après retraitement de la contribution sur 2009 de sa filiale Etoile Gestion ainsi que des dividendes perçus d'Amundi au cours de l'exercice 2010, le PNB du Groupe s'établit en croissance de 5,0% au 30 juin 2010.

Cette progression du PNB s'appuie sur une performance équilibrée entre marge commerciale et commissionnement malgré un contexte de marché encore difficile sur certains segments d'activités, mais pour lesquels des signes d'amélioration sont désormais perceptibles.

PRODUIT NET BANCAIRE (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

- 7,9% + 2,1% + 4,5%



LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

L'analyse de gestion portant sur le périmètre de toutes les Banques du Groupe CDN permet d'apporter un éclairage sur l'évolution des composantes du PNB.

La marge commerciale s'inscrit en progression de 5,2% sur le semestre, soit +17,9 M€. Cette appréciation résulte aussi bien du dynamisme de l'activité de dépôt que de la bonne tenue de l'activité de crédit.

La marge sur dépôt croît de 7,5%, soit +14,5 M€, portée par l'épargne à régime spécial (+67,9%) qui profite d'une progression des encours, sur le livret A notamment, ainsi que d'une base de comparaison favorable, la baisse des taux courts ayant été répercutée avec retard sur les taux de rémunération de l'épargne réglementée en 2009. Enfin, le premier semestre est marqué par une dynamique forte des dépôts à vue sur l'ensemble des segments de clientèles, matérialisée par une hausse de 10,0% des encours sur la première moitié de 2010.

La marge sur crédits croît de 2,2%, soit +3,3 M€, grâce notamment à la reconstitution des niveaux de marge entamée fin 2008 et courant 2009. C'est ainsi que malgré une érosion des encours de prêts personnels et de revolving de respectivement 2,1% et 2,7%, les marges associées s'établissent en hausse de 23,0% et 3,4%. Par ailleurs, la demande de crédits des particuliers demeure vigoureuse, notamment les crédits à l'habitat sur lesquels la marge commerciale gagne 9,2% par rapport au premier semestre 2009 pour un encours en hausse de 5,3%. Sur le marché des entreprises, la demande de crédits court terme et de trésorerie continue à souffrir d'un environnement toujours incertain. Toutefois, une inflexion positive dans la demande de financements à moyen et long terme est désormais observable.

Comptablement, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de 13,9%, profitant au-delà des éléments ci-dessus mentionnées, d'un effet de base favorable quant aux conditions de refinancement du Groupe en raison d'un coût de la gestion du ratio de liquidité qui avait fortement pénalisé le premier semestre 2009.

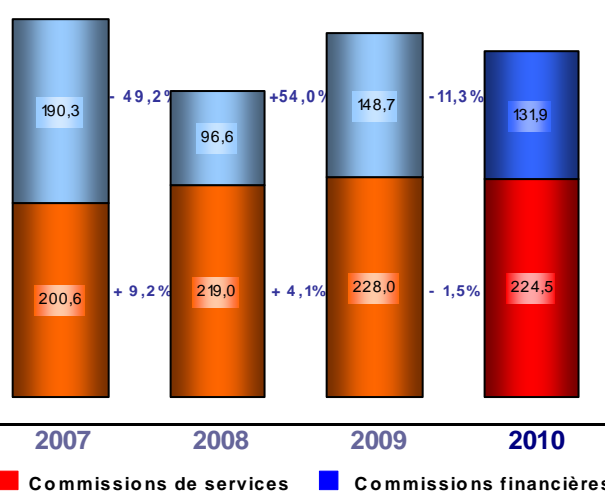
Retraités de la variation de la juste valeur des passifs financiers, de la variation de l'évaluation de la provision sur engagements futurs attachés aux PEL et CEL, de la contribution d'Etoile Gestion sur

2009 et de la perception des dividendes Amundi en 2010, les intérêts nets et revenus divers sont en progression de 9,4%.

COMMISSIONS NETTES (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

2007	2008	2009	2010
390,9	315,6	376,7	356,4
	- 19,3%	+ 19,4%	- 5,4%



Les commissions nettes consolidées s'affichent facialement en recul de 5,4%. Toutefois, hors contribution d'Etoile Gestion sur 2009, les commissions nettes ressortent stables par rapport au premier semestre 2009.

Corrigé de la contribution d'Etoile Gestion sur 2009, les commissions financières s'inscrivent en hausse de 2,8%, tirées par les commissions de placement et d'arbitrage sur produits d'assurance vie (+37,2%) et malgré des commissions de gestion OPCVM (-11,2%) défavorablement impactées par la baisse des taux courts.

Les commissions de services sont pour leur part en recul de 1,5%. Elles sont affectées par les effets de la crise économique sur certaines lignes de facturation ainsi que par la révision des modalités d'étalement des frais de dossiers jouant défavorablement en 2010 à hauteur de -10,5 M€ et alors qu'à contrario, elles profitent du développement des fonds de commerce et d'une activité de ventes de produits qui retrouve du dynamisme.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€	VARIATION % 2010/2009
Charges de personnel	320,0	319,7	+ 0,1
Impôts et taxes	18,3	15,7	+ 16,6
Autres charges	144,4	148,3	- 2,6
Amortissements	38,4	37,2	+ 3,2
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	521,1	520,9	-

Les frais généraux atteignent 521,1 M€ sur le premier semestre de l'exercice 2010, stables par rapport à la même période de 2009. Retraités d'Etoile Gestion sur 2009, ils s'inscrivent en hausse de 1,8%.

Les efforts menés par le Groupe en termes de rationalisation des processus qui touche l'organisation des middle-office, projet lancé en 2006, conduit à une nouvelle diminution de l'effectif du Groupe qui s'établit sur le semestre à -1,6%. De fait, les charges de personnel comptabilisées au titre du premier semestre ne sont qu'en très légère croissance de 0,1%.

Les impôts et taxes sont en hausse marquée de 16,6%, liée à la prise en compte en juin 2010 d'une charge comptabilisée au titre de pénalités associées aux obligations du Groupe en tant qu'établissement payeur.

La poursuite d'une politique de maîtrise des coûts permet au Groupe de contenir la progression de ses autres charges à +3,2% une fois retraitées d'Etoile Gestion sur 2009. En particulier, le recours à la sous-traitance décroît fortement, c'est ainsi que les charges associées s'affichent en retrait de 12,1% sur le premier semestre.

L'activation au premier semestre 2010 des projets informatiques s'établit à 8,3 M€ en baisse de 48,7% par rapport au premier semestre 2009, dans l'attente du démarrage des projets de mutualisation des systèmes d'informations avec le Groupe Société Générale. La charge d'amortissement correspondante s'établit à 13,9 M€ (12,8 M€ au premier semestre 2009).

	30/06/2010	30/06/2009	VARIATION % 2010/2009
Effectif en activité proraté Groupe	7 538	7 659	- 1,6
Effectif moyen net présent Groupe ⁽¹⁾	8 523	8 752	- 2,6

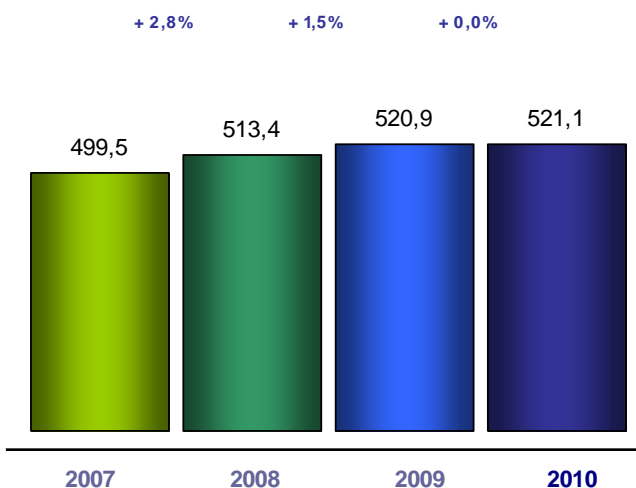
(1) y compris les contrats d'apprentissage et les intérimaires

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

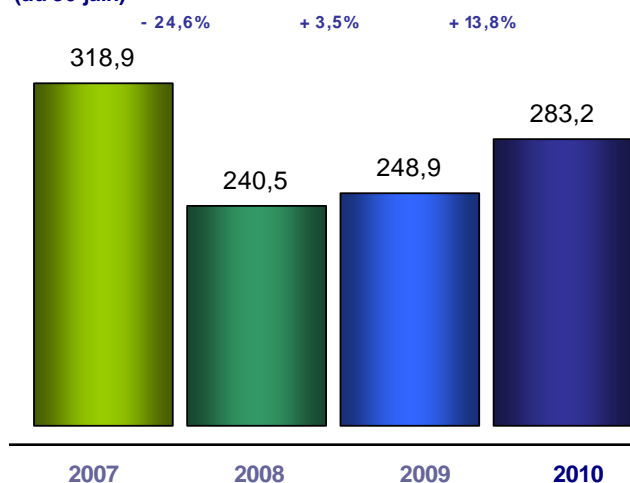
CHARGES D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)



RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)



Le RBE consolidé ressort à 283,2 M€, en croissance de 13,8%.

Hors effets PEL/CEL, variation des passifs financiers et après retraitement sur 2009 de la contribution d'Etoile Gestion ainsi que des dividendes Amundi sur 2010, le RBE affiche une progression de 11,7% sur le semestre.

Le résultat brut d'exploitation

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€	VARIATION % 2010/2009
PNB	804,3	769,8	+ 4,5
Frais généraux	-521,1	-520,9	+ 0,0
RBE	283,2	248,9	+ 13,8

LES COMPTES CONSOLIDÉS

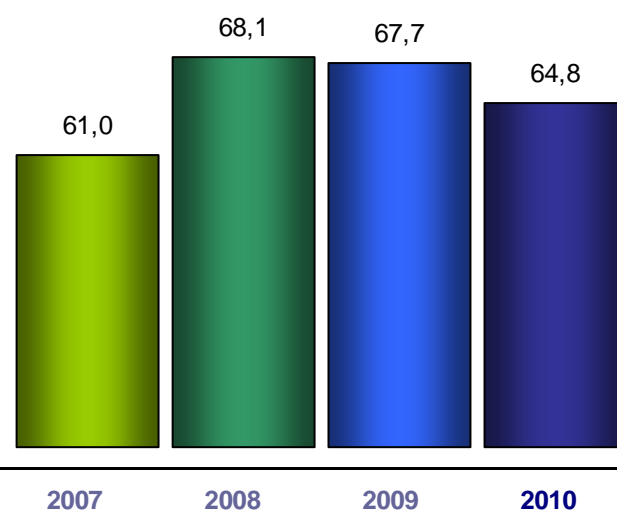
Rapport de gestion - JUIN 2010

Le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,9 points par rapport au 30 juin 2009.

Après retraitements précédemment mentionnés, le rapport frais généraux / PNB gagne 2,1 points à 65,9% contre 68,0% à fin juin 2009.

COEFFICIENT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en %)



Le coût du risque

Le coût du risque ⁽¹⁾ consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 89,2 M€ au 30 juin 2010 contre 102,8 M€ au 30 juin 2009 et 41,2 M€ au 30 juin 2008. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation s'établit à 0,65 %, en évolution baissière par rapport tant au 1^{er} semestre 2009 qu'à l'exercice 2009 dans son ensemble.

Cette évolution traduit l'impact sur nos clients, et plus spécialement les TPE/PME, d'une conjoncture encore relativement atone au 1^{er} semestre 2010, mais ayant néanmoins enregistré des inflexions positives sur certains segments de clientèle.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2008
Coût du risque	-89,2	-102,8	-41,2
Encours de crédits bruts	27 269,9	26 159,5	25 112,0
Coût du risque sur encours	0,65%	0,79%	0,33%

⁽¹⁾ Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties. Par application des normes IFRS, le coût du risque intègre l'effet d'actualisation lié au délai de récupération des flux de trésorerie attachés aux créances douteuses (principal et intérêts).

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

L'activité de crédit du Groupe Crédit du Nord est orientée sur une clientèle française, dont l'environnement économique, après s'être fortement détérioré en 2009, s'est caractérisé par une relative atonie au 1^{er} semestre 2010, certains secteurs restant déprimés, d'autres enregistrant un regain (souvent technique = reconstitution des stocks tampon de leurs clients) d'activité. Le tissu des entreprises hexagonales, et notamment les plus petites d'entre-elles, en reste toujours largement affecté, et le 1^{er} semestre 2010 a encore enregistré un niveau élevé de défaillances d'entreprises (même si en baisse de l'ordre de 5 %

par rapport au 1^{er} semestre 2009). Le coût du risque semestriel du Groupe traduit ces évolutions conjoncturelles : sinistralité toujours importante sur les TPE (fragilisées par la longueur de la crise), mais assez nette baisse du nombre d'entrées en défaut sur les PME ; le coût du risque sur la clientèle de Particuliers reste pour sa part faible, et en légère décline par rapport à 2009.

Dans ce contexte, le taux d'encours douteux et contentieux bruts sur les encours totaux s'établit à 6,3 % (stable par rapport à fin 2009).

Le groupe a par ailleurs maintenu sa politique habituelle de provisionnement.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2008
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 720,3	1 540,0	1 252,8
Dépréciations sur créances individualisées	-853,5	-732,1	-606,2
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	6,3%	5,9%	5,0%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	3,3%	3,2%	2,6%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)	49,6%	47,5%	48,4%

Le résultat courant avant IS

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€	VARIATION % 2010/2009
RBE	283,2	248,9	+ 13,8
Coût du risque	-89,2	-102,8	- 13,2
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	194,0	146,1	+ 32,8
Résultat en équivalence	0,4	1,4	- 71,4
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,2	0,7	ns
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	194,6	148,2	+ 31,3

La baisse du résultat en équivalence est liée à la sortie du périmètre de Dexia CLF Banque.

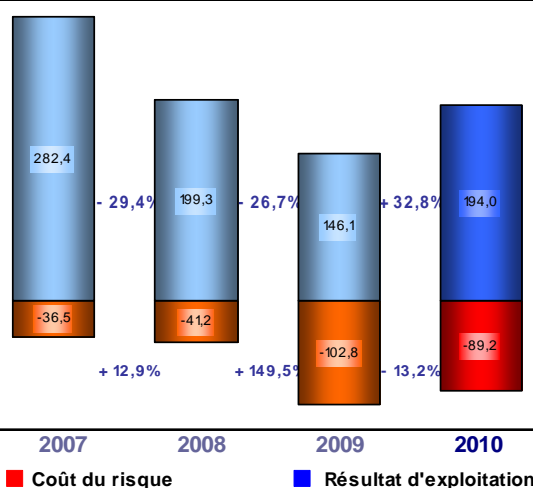
LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion - JUIN 2010

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe
consolidé (en M€)

RBE	318,9	240,5	248,9	283,2
-----	-------	-------	-------	-------



Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord au titre du premier semestre atteint 194,0 M€, en progression de 32,8% par rapport au 30 juin 2009. Hors retraitements précités, le résultat d'exploitation est en croissance de 30,2%.

Le résultat net

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€	VARIATION % 2010/2009
RÉSULTAT COURANT AVANT IS	194,6	148,2	+ 31,3
Impôt sur les sociétés	-60,3	-46,6	+ 29,4
Intérêts minoritaires	-3,5	-3,6	- 2,8
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	130,8	98,0	+ 33,5

Enfin, après impôt sur les sociétés, le résultat net part du Groupe s'établit à 130,8 M€, en hausse de 33,5% par rapport au 30 juin 2009. Hors l'ensemble des éléments de retraitements précités, et hors effet de la sortie de périmètre de Dexia CLF Banque qui impacte le résultat en équivalence, la progression du résultat net part du Groupe s'établit à 37,6%.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion – informations sur le bilan JUIN 2010

Capitaux propres

	30/06/2010 M€	30/06/2009 M€
Capitaux propres fin de période ⁽¹⁾	1 981,2	1 894,1
<i>dont part du Groupe</i> ⁽¹⁾	1 924,2	1 843,4
Capitaux propres moyens ⁽¹⁾	1 937,7	1 865,8
Risques pondérés de crédit Bâle II	13 362,3	13 815,7
Fonds propres ⁽²⁾	1 545,6	1 538,4
Ratio de solvabilité consolidé ^{(2) (3)}	8,97%	8,94%
<i>dont Tier One</i> ^{(2) (3)}	8,54%	8,32%

⁽¹⁾ Inclut les résultats en formation

⁽²⁾ Y compris les résultats en formation, nets des prévisions de distribution de dividendes

⁽³⁾ Après application des exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers soit avec floor de 80%; hors effet floor le ratio de solvabilité s'élève à 11,57% au 30/06/10 et 11,13% au 30/06/09 et le Tier One s'élève à 11,02% au 30/06/10 et 10,36% au 30/06/09

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres du Groupe sur le semestre ont consisté en l'incorporation dans les réserves du résultat consolidé après paiement des dividendes.

La rentabilité des capitaux propres comptables, après impôts, s'établit au titre du premier semestre à 14,6%⁽²⁾ pour un Tier One de 8,54%^{(2) (3)} contre une rentabilité de 11,3%⁽²⁾ pour un Tier One de 8,32%^{(2) (3)} au premier semestre 2009.

Le ratio de solvabilité obéit aux modalités de calcul déterminées par la Commission Bancaire (ratio de solvabilité Bâle II). Il est établi sur une base consolidée « bancaire » et élimine la contribution des entités d'assurance.

Les fonds propres prudentiels, composés des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires, sont calculés conformément au règlement n°90-02 du CRBF en vigueur. Les fonds propres complémentaires ne sont pris en compte que dans la limite de 100% des fonds propres de base.

Le règlement n°95-02 relatif à la surveillance prudentielle des risques de marché permet par ailleurs de prendre en compte des fonds propres sur-complémentaires et d'émettre à cette fin des titres subordonnés de durée initiale supérieure ou égale à deux ans. Le groupe Crédit du Nord n'utilise pas cette possibilité.

Le ratio de solvabilité représente le montant des fonds propres disponibles pour couvrir l'ensemble des risques auxquels la Banque est exposée. Les exigences minimales de fonds propres sont fixées à 8% des risques, exprimés en termes d'expositions pondérées pour ce qui concerne les risques de crédit et exprimés en terme d'exigences de fonds propres multipliées par 12,5 pour ce qui concerne les risques de marché et les risques opérationnels. Les risques sont calculés à partir de modèles internes pour lesquels le Groupe a obtenu dès 2007 l'autorisation de la Commission Bancaire.

Bâle II a introduit de nouvelles déductions applicables pour moitié sur les fonds propres de base et pour moitié sur les fonds propres complémentaires (participations dans des entreprises à caractère financier, insuffisance de provisions).

Au cours de l'année 2010, le groupe Crédit du Nord a respecté les ratios prudentiels de solvabilité.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Rapport de gestion

Perspectives d'avenir

Dans un environnement marqué par une reprise fragile de l'activité économique, le Crédit du Nord renoue avec une croissance dynamique de ses résultats. Retraité des éléments non récurrents, son PNB affiche une progression de 5,0% au 30 juin 2010 et le RBE augmente de 11,7%, grâce à une bonne maîtrise des frais généraux. Le coût du risque recule de près de 15%.

Le Groupe Crédit du Nord maintient une activité commerciale dynamique avec, notamment, une accélération de la croissance de son fonds de commerce de particuliers. En dépit d'une démarche commerciale et d'un mode de développement pourtant plus sélectifs, les fonds de commerce de professionnels et d'entreprises se développent à nouveau.

Cette performance valide la qualité de son modèle fondé sur la proximité avec le client et une répartition équilibrée de son portefeuille d'activités entre les marchés de particuliers, de professionnels, et d'entreprises.

Elle confirme par ailleurs la pertinence de son programme d'ouverture d'agences qui parvient à son terme. Les 150 agences ouvertes entre 2004 et 2009 participent désormais de façon significative aux réalisations commerciales et financières du Groupe. Elles disposent encore d'un potentiel significatif d'équipement en produits et services bancaires et leur développement constitue un réel relai de croissance pour les années à venir.

Au-delà de ce mode de développement organique, le Crédit du Nord s'est engagé dans une démarche de croissance externe et à cet égard, est entré en

négociations exclusives avec le Groupe BPCE en vue de l'acquisition de la Société Marseillaise de Crédit. La Société Marseillaise de Crédit est un acteur bancaire important du Sud-Est de la France, où elle bénéficie d'un fort ancrage régional et d'une marque reconnue.

Disposant de 144 agences, elle compte près de 200.000 clients et emploie plus de 1.400 collaborateurs. Cette opération s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement de Crédit du Nord, qui s'appuie sur un réseau unique de banques régionales de proximité, fédérées autour d'un système d'information multibancaire.

L'opération permettra ainsi de constituer un acteur de référence, avec environ 4% de parts de marché dans le sud-est de la France, région particulièrement porteuse sur le plan économique et démographique. Le Crédit du Nord prévoit de s'appuyer sur cette marque forte pour accélérer son développement dans le Sud-est de la France.

Au-delà de cette acquisition, quelques agences pourront encore être ouvertes dans des zones à fort potentiel, visant à compléter le maillage géographique.

Parallèlement, le Crédit du Nord s'est engagé dans le projet « Convergence » lancé avec la Société Générale en début d'année, et visant à construire un système d'information commun aux banques de détail du Groupe et s'appuyant sur les meilleurs actifs de chacun des réseaux, et à poursuivre le programme de mise en synergie de certaines activités non commercialement différenciantes.

3. Etats de synthèse

BILAN CONSOLIDE

A C T I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Caisse, banques centrales		3 417,4	958,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	1 360,8	1 305,0
Instruments dérivés de couverture	4	392,9	274,5
Actifs financiers disponibles à la vente	5	5 877,0	5 698,1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6	2 797,2	3 500,5
Prêts et créances sur la clientèle	7	24 288,3	23 476,5
Opérations de location-financement et assimilées		1 884,8	1 859,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		210,5	161,0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		47,6	58,2
Actifs d'impôts		145,9	190,4
Autres actifs		563,5	527,3
Participations dans les entreprises mises en équivalence		7,7	7,4
Immobilisations corporelles et incorporelles		425,6	436,3
Ecart d'acquisition	8	53,8	53,8
T O T A L		41 473,0	38 506,3

P A S S I F (en millions d'euros)	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Banques centrales		-	2,2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 bis	864,6	695,1
Instruments dérivés de couverture	4	347,2	316,7
Dettes envers les établissements de crédit	10	4 728,7	3 552,0
Dettes envers la clientèle	11	20 389,3	18 314,6
Dettes représentées par un titre	12	6 781,3	7 345,1
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		114,0	35,2
Passifs d'impôts		454,0	469,1
Autres passifs		1 004,4	989,3
Provisions techniques des entreprises d'assurance		4 090,4	3 840,1
Provisions	9	162,2	148,0
Dettes subordonnées		555,7	634,6
TOTAL DETTES		39 491,8	36 342,0
Capital souscrit		740,3	740,3
Instruments de capitaux propres et réserves liées		125,2	124,6
Réserves consolidées		906,8	882,3
Résultat de l'exercice		130,8	347,9
Sous-total		1 903,1	2 095,1
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	13	21,1	12,2
Sous-total capitaux propres part du Groupe		1 924,2	2 107,3
Intérêts minoritaires		57,0	57,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 981,2	2 164,3
T O T A L		41 473,0	38 506,3

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts et produits assimilés	18	825,8	893,2	1 607,6
Intérêts et charges assimilées	18	-401,6	-499,3	-797,7
Dividendes sur titres à revenu variable		8,4	2,6	3,9
Commissions (produits)	19	417,3	434,2	879,5
Commissions (charges)	19	-60,9	-57,5	-116,6
Résultat net des opérations financières		12,0	-6,5	-3,2
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	20	9,3	-10,0	-13,2
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	21	2,7	3,5 ⁽¹⁾	10,0 ⁽¹⁾
Produits des autres activités		10,6	7,8	18,5
Charges des autres activités		-7,3	-4,7 ⁽¹⁾	-12,2 ⁽¹⁾
Produit net bancaire	17	804,3	769,8	1 579,8
Frais de personnel	22	-320,0	-319,7	-634,9
Impôts et taxes		-18,3	-15,7	-30,9
Autres charges	23	-144,4	-148,3	-304,8
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	24	-38,4	-37,2	-75,2
Total frais généraux		-521,1	-520,9	-1 045,8
Résultat brut d'exploitation		283,2	248,9	534,0
Coût du risque	25	-89,2	-102,8	-207,8
Résultat d'exploitation		194,0	146,1	326,2
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0,4	1,4	3,1
Gains ou pertes nets sur autres actifs		0,2	0,7	130,7 ⁽²⁾
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		194,6	148,2	460,0
Impôts sur les bénéfices	26	-60,3	-46,6	-102,1
Résultat net de l'ensemble consolidé		134,3	101,6	357,9
Intérêts minoritaires		3,5	3,6	10,0
RESULTAT NET PART DU GROUPE		130,8	98,0	347,9
Résultat net part du Groupe par action (en euros)		1,41	1,06	3,76
Nombre d'actions composant le capital		92 532 906	92 532 906	92 532 906

(1) Montants modifiés par rapport aux publications du 30 juin 2009 et du 31 décembre 2009. Cf note 21.

(2) Dont 122,6 millions d'euros relatifs à la cession d'Etoile Gestion dans le cadre de la création d'Amundi et 7,1 millions d'euros relatifs à la cession des participations dans Dexia-C.L.F.

ETAT DU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES *

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat net	134,3	101,6	357,9
Ecart de conversion	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	11,3	16,2	33,9
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	-	-0,9	-
Impôts	-2,3	-5,8	-14,2
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9,0	9,5	19,7
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES *	143,3	111,1	377,6
Dont part du Groupe	139,7	107,5	367,8
Dont intérêts minoritaires	3,6	3,6	9,8

* Cf note 13.

EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impôt différé sur variations de juste valeur			
(en millions d'euros)										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2008	740,3	117,3	-	1 012,5	-27,3	-	19,6	1 862,4	50,4	1 912,8
Augmentation de capital										
Elimination des titres autodétenus										
Emissions d'instruments de capitaux propres										
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,0						3,0		3,0
Distribution S1 2009				-129,5				-129,5	-3,3	-132,8
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires										
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,0	-	-129,5	-	-	-	-126,5	-3,3	-129,8
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					16,2			16,2		16,2
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat										
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-6,1	-6,1		-6,1
Résultat S1 2009				98,0				98,0	3,6	101,6
Sous-total	-	-	-	98,0	16,2	-	-6,1	108,1	3,6	111,7
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence					-0,9		0,3	-0,6		-0,6
Ecarts de conversion et autres variations		0,7		-0,7						
Sous-total	-	0,7	-	-0,7	-0,9	-	0,3	-0,6	-	-0,6
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009	740,3	121,0	-	980,3	-12,0	-	13,8	1 843,4	50,7	1 894,1
Augmentation de capital										
Elimination des titres autodétenus										
Emissions d'instruments de capitaux propres										
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		3,6						3,6		3,6
Distribution S2 2009									0,1	0,1
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires										
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	3,6	-	-	-	-	-	3,6	0,1	3,7
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					17,9			17,9	-0,2	17,7
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat										
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-8,1	-8,1		-8,1
Ecarts de conversion et autres variations										
Résultat S2 2009				249,9				249,9	6,4	256,3
Sous-total	-	-	-	249,9	17,9	-	-8,1	259,7	6,2	265,9
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence					0,9		-0,3	0,6		0,6
Sous-total	-	-	-	-	0,9	-	-0,3	0,6	-	0,6
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2009	740,3	124,6	-	1 230,2	6,8	-	-5,4	2 107,3	57,0	2 164,3
Augmentation de capital										
Elimination des titres autodétenus										
Emissions d'instruments de capitaux propres										
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		1,1						1,1		1,1
Distribution S1 2010				-323,9				-323,9	-3,6	-327,5
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires										
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	1,1	-	-323,9	-	-	-	-322,8	-3,6	-326,4
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					11,2			11,2	0,1	11,3
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au résultat										
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat							-2,3	-2,3		-2,3
Ecarts de conversion et autres variations		-0,5		0,5						
Résultat S1 2010				130,8				130,8	3,5	134,3
Sous-total	-	-0,5	-	131,3	11,2	-	-2,3	139,7	3,6	143,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence										
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010	740,3	125,2	-	1 037,6	18,0	-	3,1	1 924,2	57,0	1 981,2

FONDS PROPRES PRUDENTIELS BALE 2

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
CAPITAUX PROPRES COMPTABLES PART DU GROUPE	1 924,2	2 107,3
Estimation des dividendes prévisionnels	-130,8	-323,9
Intérêts minoritaires	57,0	57,0
Estimation des dividendes prévisionnels des minoritaires	-1,8	-4,8
Déductions prudentielles (1)	-222,4	-221,3
FONDS PROPRES DE BASE PRUDENTIELS	1 626,2	1 614,3
Déductions Bâle 2	-154,2	-192,0
FONDS PROPRES TIER ONE	1 472,0	1 422,3
Fonds propres complémentaires	370,1	401,4
Autres déductions	-296,5	-334,4
FONDS PROPRES PRUDENTIELS	1 545,6	1 489,3

(1) Survaleurs, immobilisations incorporelles et filtres prudentiels IFRS.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
FLUX DE TRESORERIE NET DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Bénéfice net après impôt (I)	134,3	101,6	357,9
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39,0	37,7	76,7
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance) *	281,8	308,5	519,4
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-0,4	-1,4	-3,1
Impôts différés	-21,1	3,7	58,6
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-2,3	-0,1	-130,7
Variation des produits constatés d'avance	23,3	10,3	5,2
Variation des charges constatées d'avance	-3,9	-0,6	9,1
Variation des produits courus non encaissés	12,9	68,6	82,3
Variation des charges courues non décaissées	5,1	-146,2	-148,0
Autres mouvements *	68,4	54,5	9,8
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	402,8	335,0	479,3
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (III)	-9,3	10,0	13,2
Opérations interbancaires	1 746,5	3 236,1	1 959,1
Opérations avec la clientèle	1 209,8	-787,6	-1 018,2
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	-530,9	-1 582,8	-695,3
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-94,4	-39,3	16,0
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	2 331,0	826,4	261,6
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)+(IV)	2 858,8	1 273,0	1 112,0
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	52,0	-1,1	-16,9
Immobilisations corporelles et incorporelles	-27,0	-41,2	-83,4
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	25,0	-42,3	-100,3
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-327,5	-132,8	-132,7
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-85,8	-	-45,8
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-413,3	-132,8	-178,5
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	2 470,5	1 097,9	833,2
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	954,7	680,5	680,5
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	929,0	370,0	370,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (hors créances rattachées)	3 416,3	1 493,5	954,7
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	937,9	654,9	929,0
VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	2 470,5	1 097,9	833,2

* Montants reclassés par rapport aux états financiers publiés au 30/06/2009 : les ajustements de valeur des placements au titre des contrats d'assurance en UC ont été réaffectés en "Dotations nettes aux provisions et dépréciations".

4. Annexes

SOMMAIRE

Note 1	Principes comptables
Note 2	Périmètre de consolidation
Note 3	Actifs financiers à la juste valeur par résultat
Note 3 bis	Passifs financiers à la juste valeur par résultat
Note 4	Instruments dérivés de couverture
Note 5	Actifs financiers disponibles à la vente
Note 6	Prêts et créances sur les établissements de crédit
Note 7	Prêts et créances sur la clientèle
Note 8	Ecarts d'acquisition
Note 9	Synthèse des dépréciations et provisions
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit
Note 11	Dettes envers la clientèle
Note 12	Dettes représentées par un titre
Note 13	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Note 14	Echéances par durée restant à courir
Note 15	Engagements
Note 16	Opérations en devises
Note 17	Produit Net Bancaire
Note 18	Intérêts et résultats assimilés
Note 19	Commissions
Note 20	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat
Note 21	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente
Note 22	Frais de personnel
Note 23	Autres charges
Note 24	Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles
Note 25	Coût du risque
Note 26	Impôts sur les bénéfices
Note 27	Contribution des activités et des sociétés au résultat net consolidé
Note 28	Evénement postérieur à la clôture

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord (« le Groupe ») au titre de la période de six mois, close le 30 juin 2010, ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils figurent dans le rapport financier au titre de l'exercice 2009.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent, notamment dans le contexte de crise financière qui s'est développée depuis l'année 2008, des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne et détaillés dans la note 1 : « Principes et méthodes de consolidation, principes comptables » des états financiers consolidés de l'exercice 2009, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2010.

**NORMES IFRS ET INTERPRETATIONS IFRIC APPLIQUEES PAR LE GROUPE A COMPTER
DU 1^{ER} JANVIER 2010**

Normes, Amendements ou Interpretations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amélioration des IFRS – Mai 2008 - « Amendement à IFRS 5 sur les cessions partielles de titres »	23 janvier 2009	1 ^{er} juillet 2009
IFRIC 12 « Accords de concession de services »	25 mars 2009	29 mars 2009
IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger »	4 juin 2009	1 ^{er} juillet 2009
IFRIC 15 « Contrats pour la construction de biens immobiliers »	22 juillet 2009	1 ^{er} janvier 2010
Amendement à IAS 39 « Amendement relatif aux éléments éligibles à une opération de couverture »	15 septembre 2009	1 ^{er} juillet 2009
IFRS 1 révisée « Première adoption des normes internationales d'information financière »	25 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires »	26 novembre 2009	1 ^{er} novembre 2009
IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients »	27 novembre 2009	1 ^{er} novembre 2009
Amélioration aux IFRS – avril 2009	23 mars 2010	1 ^{er} juillet 2009 au plus tôt
Amendements à IFRS 2 « Comptabilisation des transactions dénouées en trésorerie au sein d'un groupe »	23 mars 2010	1 ^{er} janvier 2010
Amendements à IFRS 1 « Exceptions additionnelles »	23 juin 2010	1 ^{er} janvier 2010

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas d'incidence significative sur la période.

Le Groupe a appliqué par anticipation au 1^{er} janvier 2009 les normes IFRS 3 révisée « Regroupement d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » telles qu'adoptées par l'Union Européenne le 3 juin 2009 et applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB (International Accounting Standards Board) a publié des normes et des interprétations adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010 mais qui ne seront appliquées par le Groupe qu'à compter du 1^{er} janvier 2011.

NORMES COMPTABLES, INTERPRETATIONS OU AMENDEMENTS ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne :	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits »	23 décembre 2009	1 ^{er} février 2010

L'IASB a, par ailleurs, publié des normes et interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010 ; elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe à cette date.

NORMES COMPTABLES, INTERPRETATIONS OU AMENDEMENTS NON ENCORE ADOPTES PAR L'UNION EUROPEENNE AU 30 JUIN 2010

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 24 révisée « Informations relatives aux parties liées »	4 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2011
IFRS 9 « Instruments financiers » (Phase 1: classement et évaluation)	12 novembre 2009	1 ^{er} janvier 2013
Amendement à IFRIC 14 « Paiements anticipés des exigences de financement minimal »	26 novembre 2009	1er janvier 2011
IFRIC 19 « Extinction des dettes financiers avec des instruments de capitaux propres »	26 novembre 2009	1er juillet 2010
Amélioration aux IFRS – mai 2010	6 mai 2010	1 ^{er} juillet 2010 au plus tôt

Absence de caractère saisonnier

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Utilisation du format d'états de synthèse bancaire recommandé par le Conseil National de la Comptabilité

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, le Conseil National de la Comptabilité, dans sa recommandation n°2009-R-04 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation n°2004-R03 du 27 octobre 2004. Cette nouvelle recommandation introduit les modifications apportées à la norme IAS 1 telles qu'adoptées par l'Union Européenne le 17 décembre 2008.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs relatifs au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2009 ont été retraités afin de corriger des erreurs de présentation. Ces corrections n'ont aucune conséquence sur le résultat ni sur les capitaux propres des périodes présentées. Ce point est signalé dans les notes annexes concernées.

NOTE 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	30/06/2010			31/12/2009		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
CREDIT DU NORD 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE		SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE	GLOBALE		SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE
BANQUE RHONE-ALPES 20-22, BOULEVARD EDOUARD REY - 38000 GRENOBLE	GLOBALE	99,99	99,99	GLOBALE	99,99	99,99
BANQUE TARNEAUD 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	80,00	GLOBALE	80,00	80,00
BANQUE COURTOIS 33, RUE DE REMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE KOLB 1-3, PLACE DU GENERAL-DE-GAULLE - 88500 MIRECOURT	GLOBALE	99,87	99,87	GLOBALE	99,87	99,87
BANQUE LAYDERNIER 10, AVENUE DU RHONE - 74000 ANNECY	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE NUGER 7, PLACE MICHEL-DE-L'HOSPITAL - 63000 CLERMONT-FERRAND	GLOBALE	64,70	64,70	GLOBALE	64,70	64,70
NORBAIL IMMOBILIER 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
STAR LEASE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
ETOILE ID 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORFINANCE GILBERT DUPONT ET ASSOCIES (1) 42, RUE ROYALE - 59000 LILLE			ENTITE ABSORBEE PAR CREDIT DU NORD	GLOBALE	100,00	100,00
SOCIETE DE BOURSE GILBERT DUPONT 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORIMMO 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
TURGOT GESTION 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	80,00	100,00	GLOBALE	80,00	100,00
ETOILE GESTION HOLDING 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	97,73	100,00	GLOBALE	97,73	100,00

(1) La société Norfinance a été absorbée par le Crédit du Nord (Transmission Universelle de Patrimoine) au 1er janvier 2010.

	30/06/2010			31/12/2009		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	DE CONTRÔLE
ANNA PURNA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE BROC 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NICE CARROS 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
KOLB INVESTISSEMENT 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORD ASSURANCES COURTAGE 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
NORBAIL SOFERGIE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SFAG 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
PARTIRA 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
CREDINORD CIDIZE 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
SC FORT DE NOYELLES 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,00	100,00	GLOBALE	100,00	100,00
BANQUE POUYANNE 12, PLACE D'ARMES - 64300 ORTHEZ	EQUIVALENCE	35,00	35,00	EQUIVALENCE	35,00	35,00
ANTARIUS (1) 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00	PROPORTIONNELLE	50,00	50,00

(1) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Par ailleurs, les sociétés suivantes, dont la détention par le Groupe est échelonnée entre 33,21% et 100%, n'ont pas été retenues dans le champ de consolidation : Starquatorze, Stardixhuit, Starvingt, Starvingt trois, Starvingt six, Starvingt sept, Starvingt huit, Starvingt neuf, Startrente, Startrente quatre, Startrente cinq, Startrente six, Startrente sept, Startrente huit, Startrente neuf, Starquarante, Silk1, Amerasia 3, Amerasia 4, Snc Obbola, Snc Wav II, Immovalor service, Cofipro, Scem Expansion, Snc Hedin, Snc Legazpi, Snc Nordenskiold et Snc Verthema.

NOTE 3 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

	30/06/2010				31/12/2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
ACTIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	15,3	-	-	15,3	11,4	-	-	11,4
Actions et autres instruments de capitaux propres	12,0	-	-	12,0	13,9	-	-	13,9
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	27,3	-	-	27,3	25,3	-	-	25,3
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT								
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	4,7	118,8	-	123,5	4,7	114,9	-	119,6
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	2,6	1 055,4	-	1 058,0	2,2	1 070,5	-	1 072,7
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	7,3	1 174,2	-	1 181,5	6,9	1 185,4	-	1 192,3
SOUS-TOTAL ACTIFS DISTINCTS RELATIFS AUX AVANTAGES AU PERSONNEL								
-	-	-	-	-	-	-	-	-
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	44,3	-	44,3	-	41,9	-	41,9
Instruments fermes	-	35,3	-	35,3	-	32,4	-	32,4
<i>Swaps</i>	-	35,3	-	35,3	-	32,4	-	32,4
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	9,0	-	9,0	-	9,5	-	9,5
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	9,0	-	9,0	-	9,5	-	9,5
Instruments de change	-	107,7	-	107,7	-	45,5	-	45,5
Instruments fermes	-	103,3	-	103,3	-	42,0	-	42,0
Instruments conditionnels	-	4,4	-	4,4	-	3,5	-	3,5
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	152,0	-	152,0	-	87,4	-	87,4
TOTAL ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (1)	34,6	1 326,2	-	1 360,8	32,2	1 272,8	-	1 305,0

(1) Y compris les OPCVM.

NOTE 3 bis - PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2010				31/12/2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marchés (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marchés (N3)	Total
PASSIF								
PORTEFEUILLE DE TRANSACTION								
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	0,3	-	-	0,3	0,5	-	-	0,5
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL PORTEFEUILLE DE TRANSACTION	0,3	-	-	0,3	0,5	-	-	0,5
DERIVES DE TRANSACTION								
Instruments de taux d'intérêts	-	66,0	-	66,0	-	67,0	-	67,0
Instruments fermes	-	59,6	-	59,6	-	59,3	-	59,3
<i>Swaps</i>	-	59,6	-	59,6	-	59,3	-	59,3
<i>FRA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	6,4	-	6,4	-	7,7	-	7,7
<i>Options sur marchés organisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	-	6,4	-	6,4	-	7,7	-	7,7
Instruments de change	-	82,2	-	82,2	-	41,7	-	41,7
Instruments fermes	-	77,7	-	77,7	-	38,2	-	38,2
Instruments conditionnels	-	4,5	-	4,5	-	3,5	-	3,5
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS-TOTAL DERIVES DE TRANSACTION	-	148,2	-	148,2	-	108,7	-	108,7
SOUS-TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT	-	716,1	-	716,1	-	585,9	-	585,9
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0,3	864,3	-	864,6	0,5	694,6	-	695,1

(en millions d'euros)	30/06/2010			31/12/2009		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
TOTAL PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR SUR OPTION PAR RESULTAT (1)	716,1	753,6	-37,5	585,9	624,1	-38,2

(1) Le passif du bilan est impacté par la variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre à hauteur de -11,1 millions d'euros au 30 juin 2010. Ce mouvement correspond à un produit de +11,1 millions d'euros enregistré en résultat.

NOTE 4 - INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

(en millions d'euros)	30/06/2010		31/12/2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur (1)	392,9	347,2	274,5	316,7
Instruments de taux d'intérêts				
▪ Instruments fermes	369,2	347,2	259,4	316,7
<i>Swaps</i>	369,2	347,2	259,4	316,7
▪ Instruments conditionnels	23,7	-	15,1	-
<i>Caps, floors, collars</i>	23,7	-	15,1	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
TOTAL	392,9	347,2	274,5	316,7

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge.

NOTE 5 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en millions d'euros)	30/06/2010				31/12/2009			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
ACTIVITE COURANTE								
Effets publics et valeurs assimilées	1 683,3	-	-	1 683,3	1 698,0	-	-	1 698,0
<i>dont créances rattachées</i>				5,6				7,4
<i>dont dépréciations</i>				-				-
Obligations et autres instruments de dettes	1 606,7	2 140,3	-	3 747,0	1 504,4	2 045,6	-	3 550,0
<i>dont créances rattachées</i>				33,4				41,2
<i>dont dépréciations</i>				-13,7				-13,1
Actions et autres instruments de capitaux propres (1)	0,9	62,3	4,6	67,8	1,1	69,1	4,1	74,3
<i>dont créances rattachées</i>				-				-
<i>dont pertes de valeur</i>				-4,8				-4,5
SOUS-TOTAL ACTIVITE COURANTE	3 290,9	2 202,6	4,6	5 498,1	3 203,5	2 114,7	4,1	5 322,3
Titres actions détenus à long terme	-	-	378,9	378,9	5,1	-	370,7	375,8
<i>dont créances rattachées</i>				-				-
<i>dont pertes de valeur</i>				-4,9				-4,9
SOUS-TOTAL	-	-	378,9	378,9	5,1	-	370,7	375,8
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	3 290,9	2 202,6	383,5	5 877,0⁽²⁾	3 208,6	2 114,7	374,8	5 698,1
<i>dont titres prêtés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Y compris les OPCVM.

(2) Dont 994,4 millions d'euros de titres callables pour lequel la valorisation retenue tient compte d'un exercice effectif du call par l'émetteur, selon les pratiques de place.

Ce montant s'échelonne ainsi selon les dates de call suivantes :

- 682,7 millions d'euros en 2011,

- 311,7 millions d'euros en 2012.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	2010	2009
Solde d'ouverture en début de période	5 698,1	5 657,0
Acquisitions	1 455,5	3 725,4
Cessions / remboursements / fusions	-1 321,1	-3 800,6
Reclassements et variations de périmètre	-	-28,8 ⁽³⁾
Gains et pertes sur variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres	53,1 ⁽⁴⁾	159,8
Variation des dépréciations sur titres à revenu fixe comptabilisée en résultat	-0,6	-3,4
Variation des pertes de valeur sur titres à revenu variable comptabilisée en résultat	-0,3	-0,2
Variation des créances rattachées	-9,6	-10,5
Différences de change	1,9	-0,6
SOLDE DE CLOTURE EN FIN DE PERIODE	5 877,0	5 698,1

(3) Le montant reporté sur cette ligne correspond à la sortie d'Etoile Gestion au 31 décembre 2009.

(4) L'écart de 41,8 millions d'euros avec la rubrique "Variations de valeur des instruments financiers" de la note des capitaux propres provient à hauteur de 42,0 millions d'euros du poste assurances-dotations nettes participation aux bénéfices différée.

NOTE 6 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Comptes à vue	1 295,5	1 282,6
Comptes et prêts au jour le jour et autres	117,8	1 602,6
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Créances rattachées	0,3	0,4
TOTAL DES CREANCES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	1 413,6	2 885,6
Comptes et prêts à terme	1 325,5	521,3
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Titres reçus en pension livrée à terme	-	0,5
Prêts subordonnés et titres participatifs	54,3	90,7
Créances rattachées	4,3	2,9
TOTAL DES CREANCES A TERME	1 384,1	615,4
TOTAL BRUT	2 797,7	3 501,0
DEPRECIATION	-0,5	-0,5
TOTAL NET	2 797,2	3 500,5
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	2 797,2	3 500,5

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2010 des créances sur les établissements de crédit, 471,5 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale (1 435,5 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Les créances sur établissements étrangers représentent 29,1% du montant global inscrit au bilan. Il s'agit essentiellement d'établissements situés dans l'Espace Economique Européen. Les autres pays représentent 0,6% de l'encours au bilan.

NOTE 7 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Créances commerciales	591,7	703,5
Créances rattachées	0,8	0,8
TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES	592,5	704,3
Autres concours		
Crédits de trésorerie	1 938,3	1 894,5
Crédits à l'exportation	60,2	42,3
Crédits à l'équipement	5 027,3	4 911,5
Crédits à l'habitat	12 098,1	11 674,6
Autres crédits	3 365,9	3 254,7
Créances rattachées	52,6	56,8
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	22 542,4	21 834,4
Comptes ordinaires débiteurs	1 852,2	1 669,4
Créances rattachées	21,5	23,6
TOTAL COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 873,7	1 693,0
TOTAL BRUT	25 008,6	24 231,7
Dépréciation sur créances individualisées	-830,7	-783,4
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-32,7	-32,2
DEPRECIATION	-863,4	-815,6
TOTAL NET	24 145,2	23 416,1
Titres reçus en pension livrée (y.c. créances rattachées)	143,1	60,4
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	24 288,3	23 476,5
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	24 827,8	23 743,3

Le taux de provisionnement des créances douteuses sur la clientèle est de 52,8% contre 51,9% au 31 décembre 2009 (hors dépréciation sur groupe d'actifs homogènes).

REPARTITION DES AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Clientèle non financière	22 488,1	21 775,8
• <i>Entreprises</i>	9 807,8	9 467,1
• <i>Particuliers</i>	11 721,1	11 306,9
• <i>Collectivités locales</i>	5,1	7,5
• <i>Professions libérales</i>	792,6	784,8
• <i>Gouvernements et Administrations Centrales</i>	45,5	95,5
• <i>Autres</i>	116,0	114,0
Clientèle financière	1,7	1,8
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE VENTILES	22 489,8	21 777,6
Créances rattachées	52,6	56,8
TOTAL AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	22 542,4	21 834,4

NOTE 8 - ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)

Valeur brute au 31/12/2009	53,8
Acquisitions et autres augmentations	-
Cessions et autres diminutions	-
VALEUR BRUTE AU 30/06/2010	53,8

Dépréciations au 31/12/2009	-
Pertes de valeur	-
DEPRECIATIONS AU 30/06/2010	-

En IFRS, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation réalisé une fois par an.

Valeur nette au 31/12/2009	53,8
VALEUR NETTE AU 30/06/2010	53,8

Principaux écarts d'acquisition nets au 30 juin 2010

(en millions d'euros)

Banque Courtois	10,2
Banque Laydernier	12,8
Banque Kolb	22,3
Banque Tarneaud	3,3
Agences Fortis	5,2
VALEUR NETTE AU 30/06/2010	53,8

NOTE 9 - SYNTHÈSE DES DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

DEPRECIATIONS (en millions d'euros)	Notes	Stock au 31/12/2009	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2010
Etablissements de crédit	6	0,5	-	-	-	-	0,5
Crédits à la clientèle	7	783,4	178,2	-105,0	-25,9	-	830,7
Groupes d'actifs homogènes	7	32,2	1,9	-1,4	-	-	32,7
Location-financement et assimilés		17,6	17,2	-10,8	-1,2	-	22,8
Actifs disponibles à la vente (1)	5	22,5	0,9	-	-	-	23,4
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		-	-	-	-	-	-
Immobilisations		1,6	-	-	-0,2	-	1,4
Autres		0,2	0,1	-	-	-	0,3
TOTAL DES DEPRECIATIONS		858,0	198,3	-117,2	-27,3	-	911,8

(1) Dont dotations nettes impactant le risque de contrepartie : 0,6 million d'euros.

PROVISIONS (en millions d'euros)	Stock au 31/12/2009	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Effet d'actualisation	Autres	Stock au 30/06/2010
Provisions pour avantages post-emploi	51,0	3,9	-0,1	-1,6	-	-	53,2
Provisions pour avantages long terme	32,3	2,4	-1,0	-2,6	-	-	31,1
Provisions pour indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres engagements sociaux	3,5	0,9	-0,2	-1,5	-	-	2,7
Provisions pour risques immobiliers (2)	0,4	-	-	-	-	-	0,4
Provisions pour litiges (3)	12,4	2,0	-0,7	-0,4	0,1	-	13,4
Provisions sur engagements hors bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors bilan avec la clientèle	35,5	18,0	-11,0	-	-	-	42,5
Autres provisions (3) (4)	12,9	6,1	-0,1	-	-	-	18,9
TOTAL DES PROVISIONS	148,0	33,3	-13,1	-6,1	0,1	-	162,2

(2) Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers.

(3) Dont dotations nettes relatives au coût net du risque : 1,2 million d'euros.

(4) Dont provision épargne-logement : 11,9 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 9,3 millions d'euros au 31 décembre 2009 soit une dotation nette de 2,6 millions d'euros sur l'année.

PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE (en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	976,8	978,9
Provisions techniques des autres contrats d'assurance vie	3 002,9	2 792,8
Provisions techniques des contrats d'assurance non-vie	2,5	2,1
TOTAL	3 982,2	3 773,8
Provision pour participation aux bénéfices différée (5)	108,1	66,3
Part des réassureurs	-235,8	-232,0
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	3 854,5	3 608,1

(5) Dont provision pour participation aux bénéfices différée passive sur actifs en juste valeur par capitaux propres 108,2 millions d'euros au 30 juin 2010 (contre un montant passif de 66,3 millions d'euros au 31 décembre 2009).

NOTE 10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Comptes à vue	190,4	177,1
Comptes et emprunts au jour le jour	1 156,8	373,3
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Titres donnés en pension au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	0,2	0,1
TOTAL DES DETTES A VUE	1 347,4	550,5
Comptes et emprunts à terme	3 091,8	2 942,5
Valeurs données en pension à terme	-	-
Titres donnés en pension à terme	199,4	-
Dettes rattachées	14,2	15,3
TOTAL DES DETTES A TERME	3 305,4	2 957,8
Réévaluation des éléments couverts	75,9	43,7
TOTAL	4 728,7	3 552,0
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	4 728,6	3 552,0

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2010 des dettes envers les établissements de crédit, 2 821,5 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale.

NOTE 11 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	30/06/2010	31/12/2009
(en millions d'euros)		
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	5 678,5	5 008,2
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	1 674,5	1 629,1
Comptes à vue et au jour le jour	11 614,4	10 611,0
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	7 075,9	6 292,7
<i>Particuliers</i>	4 097,7	3 796,5
<i>Clientèle financière</i>	1,1	15,8
<i>Autres</i>	439,7	506,0
Comptes à terme	678,9	382,3
<i>Sociétés et entrepreneurs individuels</i>	563,3	264,5
<i>Particuliers</i>	76,2	94,1
<i>Clientèle financière</i>	-	-
<i>Autres</i>	39,4	23,7
Valeurs données en pension livrée à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée au jour le jour	261,9	71,8
Titres donnés en pension livrée à terme	428,5	535,2
Dettes rattachées	51,8	76,3
Dépôts de garantie	0,8	0,7
TOTAL	20 389,3	18 314,6
Juste valeur des dettes envers la clientèle	20 389,4	18 314,4

NOTE 12 - DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

	30/06/2010	31/12/2009
(en millions d'euros)		
Bons de caisse et bons d'épargne	11,4	11,7
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	6 439,3	6 997,0
Emprunts obligataires	304,9	304,9
Dettes rattachées	25,4	31,2
SOUS-TOTAL	6 781,0	7 344,8
Réévaluation des éléments couverts	0,3	0,3
TOTAL	6 781,3	7 345,1
Juste valeur des dettes représentées par un titre	6 834,5	7 378,3

NOTE 13 - GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30/06/2010	Période	31/12/2009
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Écart de conversion	-	-	-
Écart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	18,1	11,3	6,8
Écart de réévaluation de la période		13,6	
Recyclage en résultat		-2,3	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Écart de réévaluation de la période			
Recyclage en résultat			
Montants transférés dans la valeur de l'élément couvert			
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-	-	-
Impôts	3,1	-2,3	5,4
Total	21,2	9,0	12,2
Intérêts minoritaires	0,1	0,1	-
PART DU GROUPE	21,1	8,9	12,2

(en millions d'euros)	30/06/2010			31/12/2009		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	18,1	3,1	21,2	6,8	5,4	12,2
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Quote-part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	18,1	3,1	21,2	6,8	5,4	12,2
Intérêts minoritaires	0,1	-	0,1	-	-	-
PART DU GROUPE	18,0	3,1	21,1	6,8	5,4	12,2

NOTE 14 - ECHEANCES PAR DUREE RESTANT A COURIR

Échéances contractuelles des passifs financiers (1)

Au 30/06/2010 (en millions d'euros)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés	12,9	144,2	474,1	123,0	-	754,2
Dettes envers les établissements de crédit	2 584,1	464,0	1 401,6	203,1	-	4 652,8
Dettes envers la clientèle	19 565,0	182,2	618,2	23,9	-	20 389,3
Dettes représentées par un titre	3 473,3	1 334,2	1 228,4	757,2	-	6 793,1
Dettes subordonnées	10,0	145,7	80,0	280,7	-	516,4
TOTAL RESSOURCES	25 645,3	2 270,3	3 802,3	1 387,9	-	33 105,8
Engagements de financement donnés	1 329,0	722,2	1 256,2	264,5	-	3 571,9
Engagements de garanties donnés	300,3	456,3	1 218,0	1 403,3	-	3 377,9
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	1 629,3	1 178,5	2 474,2	1 667,8	-	6 949,8

(1) Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

Provisions techniques des entreprises d'assurance (2)

Au 30/06/2010 (en millions d'euros)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Provisions techniques des entreprises d'assurance	108,3	-	-	3 982,1	-	4 090,4

(2) Echéancement des montants comptables.

Échéances notionnelles des engagements sur instruments financiers dérivés (3)

Au 30/06/2010 (en millions d'euros)	De 0 à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TAUX D'INTERET								
Instruments fermes								
Swaps	6 082,6	6 082,6	5 132,0	5 132,0	5 517,9	5 518,2	16 732,5	16 732,8
FRA	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels								
Caps, Floors, Collars	708,8	238,5	1 996,1	447,1	440,0	33,6	3 144,9	719,2
INSTRUMENTS DE CHANGE								
Options de change	122,2	122,2	13,3	13,3	-	-	135,5	135,5
AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME								
Autres instruments à terme	-	-	-	-	-	-	-	-

(3) Ces éléments sont présentés en fonction des échéances comptables des instruments financiers.

NOTE 15 - ENGAGEMENTS

A. Engagements de financement et de garantie donnés ou reçus

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit	182,2	230,0
En faveur de la clientèle	3 389,7	2 872,8
Engagements de garantie		
Donnés aux établissements de crédit	153,0	150,8
Donnés à la clientèle	3 224,9	3 395,2
Donnés de l'activité d'assurance	264,3	304,1
Autres	3 857,3	4 325,6
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Reçus d'établissements de crédit	929,4	1 340,2
Engagements de garantie		
Reçus d'établissements de crédit	8 522,7	7 690,3
Reçus de l'activité d'assurance	237,6	237,6
Autres (1)	68,8	102,1

(1) Dont 68,8 millions d'euros d'engagements de garantie reçus des administrations publiques et des collectivités locales au 30 juin 2010 contre 102,1 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010, les engagements de financement ou de garantie donnés au Groupe Société Générale s'élèvent à 1 720,6 millions d'euros contre 1 595,2 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les engagements de financement ou de garantie reçus du Groupe Société Générale sont non significatifs contre 0,1 million d'euros au 31 décembre 2009.

B. Opérations sur titres et opérations de change

(en millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Opérations sur titres		
Titres à recevoir	503,8	2,8
Titres à livrer	15,5	12,7
Opérations de change		
Monnaies à recevoir	6 408,9	4 460,4
Monnaies à livrer	6 382,2	4 457,3

Au 30 juin 2010, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 1 110,4 millions d'euros contre 567,7 millions d'euros au 31 décembre 2009.

C. Instruments financiers dérivés

(en millions d'euros)	30/06/2010		31/12/2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
INSTRUMENTS DE TRANSACTION				
Instruments de taux d'intérêt				
Instruments fermes				
<i>Swaps</i>	4 814,4	4 814,7	6 008,5	6 008,5
<i>FRA</i>	-	-	-	-
Instruments conditionnels				
<i>Options de gré à gré</i>	-	-	-	-
<i>Caps, floors, collars</i>	983,9	719,2	981,5	865,1
Instruments de change				
Options de change	135,5	135,5	113,0	113,0
Autres instruments financiers à terme				
Instruments sur marchés organisés	-	-	-	-
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE TRANSACTION	5 933,8	5 669,4	7 103,0	6 986,6
INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (1)				
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes				
<i>Swaps</i>	11 918,1	11 918,1	12 651,8	12 651,8
Instruments conditionnels				
<i>Caps, floors, collars</i>	2 161,0	-	1 521,1	-
SOUS-TOTAL INSTRUMENTS DE COUVERTURE	14 079,1	11 918,1	14 172,9	12 651,8
TOTAL	20 012,9	17 587,5	21 275,9	19 638,4

(1) Y compris dérivés de macrocouverture en juste valeur par résultat.

Au 30 juin 2010, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 16 382,5 millions d'euros contre 17 196,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Conformément à la réglementation, les opérations traitées pour compte et sur ordre de la clientèle sont classées en catégorie "transaction", alors que leur éventuelle couverture est classée en "couverture de juste valeur par résultat".

NOTE 16 - OPERATIONS EN DEVISES

(en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	30/06/2010 Total
ACTIF							
Trésorerie	5 004,9	223,8	373,1	381,8	8,8	222,2	6 214,6
Crédits clientèle	26 107,9	128,7	6,1	134,2	2,6	4,1	26 383,6
Autres actifs	8 859,9	0,1	0,2	14,4	0,1	0,1	8 874,8
TOTAL	39 972,7	352,6	379,4	530,4	11,5	226,4	41 473,0
PASSIF							
Trésorerie	3 116,6	269,0	326,9	828,9	28,2	159,1	4 728,7
Dépôts clientèle	20 224,6	8,6	26,6	228,7	2,1	12,7	20 503,3
Dettes représentées par un titre	6 588,3	12,0	61,2	119,8	-	-	6 781,3
Autres passifs	9 458,7	0,1	0,1	0,8	-	-	9 459,7
TOTAL	39 388,2	289,7	414,8	1 178,2	30,3	171,8	41 473,0
ENGAGEMENTS DE CHANGE							
Devises à recevoir	2 074,5	198,8	415,5	2 401,0	52,7	1 266,4	6 408,9
Devises à livrer	2 628,3	271,8	379,2	1 748,1	34,0	1 320,8	6 382,2

(en millions d'euros)	Euro	Franc Suisse	Livre sterling	Dollar	Yen	Autres devises	30/06/2010 Total
POSITION NETTE							
Actif	39 972,7	352,6	379,4	530,4	11,5	226,4	41 473,0
Passif	39 388,2	289,7	414,8	1 178,2	30,3	171,8	41 473,0
Engagements de change nets	-553,8	-73,0	36,3	652,9	18,7	-54,4	26,7
SOLDE	30,7	-10,1	0,9	5,1	-0,1	0,2	26,7

NOTE 17 - PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts et résultats assimilés	18	424,2	393,9	809,9
Commissions	19	356,4	376,7	762,9
Dividendes sur titres à revenu variable		8,4	2,6	3,9
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	20	9,3	-10,0	-13,2
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	21	2,7	3,5 ⁽¹⁾	10,0 ⁽¹⁾
Produits et charges des autres activités		3,3	3,1 ⁽¹⁾	6,3 ⁽¹⁾
TOTAL PRODUIT NET BANCAIRE		804,3	769,8	1 579,8
Part des commissions dans le PNB		44,3%	48,9%	48,3%

(1) Montants modifiés par rapport aux publications du 30 juin 2009 et du 31 décembre 2009. Cf note 21.

NOTE 18 - INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	25,2	43,6	67,5
Opérations avec la clientèle	509,7	556,7	1 081,2
Opérations sur instruments financiers	216,2	215,1	305,2
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	69,3	89,9	163,2
<i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i>	0,4	1,2	1,7
<i>Prêts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	146,5	124,0	140,3
Opérations de location-financement	74,7	77,8	153,7
<i>Location-financement immobilier</i>	36,4	36,5	72,9
<i>Location-financement mobilier</i>	38,3	41,3	80,8
Autres intérêts et produits assimilés	-	-	-
SOUS-TOTAL	825,8	893,2	1 607,6
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-34,1	-51,0	-91,7
Opérations avec la clientèle	-115,2	-138,7	-255,6
Opérations sur instruments financiers	-222,7	-281,4	-393,3
<i>Dettes représentées par des titres</i>	-36,5	-108,3	-152,6
<i>Dettes subordonnées et convertibles</i>	-13,0	-15,0	-29,6
<i>Emprunts de titres</i>	-	-	-
<i>Dérivés de couverture</i>	-173,2	-158,1	-211,1
Opérations de location-financement	-29,5	-28,0	-56,9
<i>Location-financement immobilier</i>	-27,3	-25,6	-51,9
<i>Location-financement mobilier</i>	-2,2	-2,4	-5,0
Autres intérêts et charges assimilées	-0,1	-0,2	-0,2
SOUS-TOTAL	-401,6	-499,3	-797,7
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	424,2	393,9	809,9

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR			
Opérations avec les établissements de crédit	-8,9	-7,4	-24,2
Opérations avec la clientèle	394,5	418,0	825,6
<i>Crédits de trésorerie</i>	63,7	68,1	134,1
<i>Crédits à l'exportation</i>	0,6	0,9	1,4
<i>Crédits à l'équipement</i>	72,6	85,7	162,3
<i>Crédits à l'habitat</i>	261,4	267,5	531,3
<i>Autres</i>	-3,8	-4,2	-3,5
Opérations sur instruments financiers	-6,5	-66,3	-88,1
Opérations de location-financement	45,2	49,8	96,8
Autres	-0,1	-0,2	-0,2
TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES	424,2	393,9	809,9

NOTE 19 - COMMISSIONS

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
PRODUITS DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	116,2 ⁽¹⁾	124,0	247,9
Opérations sur titres	2,2	2,3	6,4
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,0	0,9	1,8
Engagements de financement et de garantie	11,2	10,5	21,7
Prestations de services	286,7	296,5	601,7
Autres	-	-	-
SOUS-TOTAL	417,3	434,2	879,5
CHARGES DE COMMISSIONS			
Opérations avec les établissements de crédit	-0,4	-0,3	-0,7
Opérations sur titres	-2,4	-2,8	-4,7
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	-	-	-0,1
Engagements de financement et de garantie	-0,4	-0,3	-0,3
Autres	-57,7	-54,1	-110,8
SOUS-TOTAL	-60,9	-57,5	-116,6
TOTAL COMMISSIONS NETTES	356,4	376,7	762,9

(1) Dont -10,5 millions d'euros d'étalement des frais de dossiers.

NOTE 20 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	1,7	2,9	4,8
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	0,9	-1,1	-0,1
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	-	-	-
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option (1)	-1,5	-4,5	-19,8
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	4,7	-9,1	-2,6
Résultat net sur instruments de couverture / Couverture de juste valeur	65,4	6,3	35,7
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	-68,3	-7,5	-38,5
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net sur opérations de change	6,4	3,0	7,3
TOTAL	9,3	-10,0	-13,2

(1) Y compris un produit de 11,1 millions d'euros lié à l'écartement des spreads de crédit dans la réévaluation des passifs financiers du Groupe au 30 juin 2010 (contre une charge de -11,3 millions d'euros au 30 juin 2009 et une charge de -16,3 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Le résultat net sur les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par résultat est déterminé à l'aide de techniques d'évaluation basées sur des paramètres observables.

Le résultat de cette marge n'est donc pas impacté par la variation de juste valeur d'instruments initialement valorisés à l'aide de paramètres de valorisation non basés sur des données de marché.

NOTE 21 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
ACTIVITE COURANTE			
Plus-value de cession	1,8 ⁽¹⁾	4,0 ⁽³⁾	10,2 ⁽³⁾
Moins-value de cession	-0,9 ⁽²⁾	-0,1	-1,3 ⁽³⁾
Perte de valeur des titres à revenu variable	-0,3	-	-0,1
Participation aux bénéfices différés ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance	-0,2	-2,9 ⁽³⁾	-7,0 ⁽³⁾
SOUS-TOTAL	0,4	1,0	1,8
TITRES A REVENU VARIABLE DETENUS A LONG TERME			
Plus-value de cession	2,3	2,5	8,6
Moins-value de cession	-	-	-
Perte de valeur des titres à revenu variable	-	-	-0,4
SOUS-TOTAL	2,3	2,5	8,2
TOTAL	2,7	3,5	10,0

(1) Dont 1,2 million d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2010.

(2) Dont -0,9 million d'euros au titre des activités d'assurance au 30 juin 2010.

(3) Montants modifiés par rapport aux publications du 30 juin 2009 et du 31 décembre 2009.

La participation aux bénéfices associée aux résultats de cession des filiales d'assurances est maintenant reprise dans les "gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente" au lieu de la rubrique "charges des autres activités".

La création de la ligne "Participation aux bénéfices différés ou non sur actifs disponibles à la vente des filiales d'assurance" permet ainsi la présentation du montant de gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente net des sommes à verser aux assurés.

NOTE 22 - FRAIS DE PERSONNEL

A- FRAIS DE PERSONNEL

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Rémunérations du personnel	-189,2	-190,6	-379,8
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-49,7	-47,2	-93,3
Charges de retraite	-30,1	-32,5	-65,6
Régimes à cotisations définies	-28,2	-27,3	-55,4
Régimes à prestations définies	-1,9	-5,2	-10,2
Autres charges sociales et fiscales	-26,2	-26,0	-51,9
Participation, intéressement et abondements	-27,1	-26,6	-50,9
Transfert de charges	2,3	3,2	6,6
TOTAL	-320,0	-319,7	-634,9

Les rémunérations variables versées en 2010 au titre de 2009 s'élèvent à 22,1 millions d'euros.

B- EFFECTIF

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Effectif inscrit (1)	8 585	8 672	8 680
Effectif moyen net présent (1)	8 523	8 752	8 737
Effectif moyen net présent directement rémunéré par le Groupe Crédit du Nord	7 702	7 949	7 939
Congés maternité, contrats de qualification / apprentissage	821	803	798

(1) Hors effectif Banque Pouyanne.

C- PLANS D'AVANTAGES EN ACTION

Montant de la charge enregistrée en résultat

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions	-	-1,4	-2,9
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	-1,1	-1,6	-2,5
TOTAL	-1,1	-3,0	-5,4

Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2010

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe Crédit du Nord au cours de la période se terminant le 30 juin 2010 sont brièvement décrits ci-dessous.

Options d'achat et de souscription

Emetteur : Société Générale	2010
Type de plan	options de souscription
Autorisation des actionnaires	27/05/2008
Décision du Conseil d'Administration	09/03/2010
Nombre d'options attribuées	42 645
Durée de validité des options	7 ans
Modalités de règlement	actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	09/03/2010 - 31/03/2014
Conditions de performance (1)	pour une liste d'attributaires, condition de performance dite "Groupe"
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros) (moyenne des 20 dernières cotations)	40,988
Décote	-
Prix d'exercice	41,2
Options exercées	-
Options perdues au 30 juin 2010	-
Options restantes au 30 juin 2010	42 645
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2010	-
Cours des actions réservées (en euros)	-
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	-
Première date de cession	31/03/2014
Période d'interdiction de cession	aucune
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	28%
si condition ROE non remplie, juste valeur prenant en compte la condition sur le TSR :	8%
Méthode de valorisation utilisée	Monte-Carlo

(1) La condition de performance dite "Groupe" est fondée sur un système à un double niveau : le premier critère porte sur le ROE après impôt du Groupe mesuré en 2012. Le second critère de performance sera basé sur la comparaison du TSR annualisé sur titre SG constaté sur la période 2010 à 2012 par rapport aux TSR annualisés d'un échantillon de 11 pairs.

Attribution gratuite d'actions

Emetteur : Société Générale	2010
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	27/05/2008
Décision du Conseil d'Administration	09/03/2010
Nombre d'actions attribuées	85 346
Modalités de règlement	actions Société Générale sous-plan n°1
Période d'acquisition des droits	09/03/2010 - 31/03/2013
Conditions de performance (1)	pour une liste d'attributaires, condition de performance dite "Groupe"
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (en euros)	43,645
Actions perdues	219
Actions restantes au 30 juin 2010	85 127
Nombre d'actions réservées au 30 juin 2010	85 127
Cours des actions réservées (en euros)	47,71
Valeur des actions réservées (en millions d'euros)	4,1
Première date de cession	31/03/2015
Période d'interdiction de cession	2 ans
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	
- durée d'acquisition 2 ans	86%
- durée d'acquisition 3 ans	82%
si condition ROE non remplie, juste valeur prenant en compte la condition sur le TSR :	
- durée d'acquisition 3 ans	16%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) La condition de performance dite "Groupe" est fondée sur un système à un double niveau : le premier critère porte sur le ROE après impôt du Groupe mesuré en 2012. Le second critère de performance sera basé sur la comparaison du TSR annualisé sur titre SG constaté sur la période 2010 à 2012 par rapport aux TSR annualisés d'un échantillon de 11 pairs.

Attributions d'actions SG avec décote

Au titre de la politique d'actionariat salarié du Groupe, la Société Générale a proposé le 20 avril 2010 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 36,98 euros décoté de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

163 410 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 11 mai au 26 mai) étant inférieure au coût d'acquisition des titres par le salarié, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage.

NOTE 23 - AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Loyers et charges locatives	-22,3	-21,9	-45,2
Redevances location-financement	-0,2	-0,2	-0,4
Services extérieurs et divers	-119,1	-124,0	-254,9
Intérimaires et contractants extérieurs	-1,7	-2,0	-3,4
Dépenses de télécommunication	-4,8	-5,1	-10,4
Transports et déplacements	-8,9	-9,0	-18,3
Charges refacturées à des tiers	6,6	1,0	6,0
Transfert de charges	6,0	12,9	21,8
TOTAL AUTRES CHARGES	-144,4	-148,3	-304,8

NOTE 24 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations d'exploitation (en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Immobilisations incorporelles	-16,5	-15,7	-31,3
Immobilisations corporelles	-21,9	-21,5	-43,9
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	-38,4	-37,2	-75,2
Dont équipements informatiques et logiciels	-21,8	-20,8	-42,0

Il faut noter que, sur une dotation globale de 38,4 millions d'euros, la charge d'amortissement des équipements informatiques et des logiciels représente 21,8 millions d'euros (soit 57% de l'ensemble) ; ceci reflète bien l'effort d'investissement effectué depuis maintenant plusieurs années tant au niveau de l'équipement informatique du réseau commercial du Groupe, que de certains systèmes opératoires centraux.

NOTE 25 - COUT DU RISQUE

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Risques de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation	-87,7	-102,1	-204,6
Pertes non couvertes par des provisions	-2,7	-3,6	-8,2
Récupérations sur créances amorties	3,1	3,2	5,9
SOUS-TOTAL	-87,3	-102,5	-206,9
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions sur éléments de passifs éventuels	-1,2	0,1	-0,1
Pertes non couvertes par des provisions	-0,7	-0,4	-0,8
SOUS-TOTAL	-1,9	-0,3	-0,9
TOTAL	-89,2	-102,8	-207,8

NOTE 26 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Impôt courant	-81,4	-42,9	-43,5
Impôt différé	21,1	-3,7	-58,6
TOTAL	-60,3	-46,6	-102,1

La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif est présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat avant impôts et résultats des sociétés mises en équivalence	194,2	146,8	456,9
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	2,58%	0,89%	-10,09%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,25%	-0,47%	-1,18%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,61%	-0,50%	-0,52%
Gain d'intégration fiscale	-0,19%	-1,37%	-0,21%
Redressements et avoirs fiscaux	-0,69%	-0,54%	0,05%
Changement de taux d'impôt	-	-	-
Autres éléments	-4,22%	-0,70%	-0,13%
Taux effectif d'imposition du Groupe	31,05%	31,74%	22,35%

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 % ; depuis le 1er janvier 2007, les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges de 1,66 %. S'y ajoute une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 millions d'euros) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux normal ; pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 1,72 % compte tenu de la nature des opérations concernées.

NOTE 27 - CONTRIBUTION DES ACTIVITES ET DES SOCIETES AU RESULTAT NET CONSOLIDE

Compte tenu des retraitements inhérents au processus de consolidation, les différentes sociétés du Groupe contribuent au résultat consolidé pour des montants qui peuvent être très différents des résultats individuels. Le tableau ci-dessous indique donc la contribution réelle (après retraitements de consolidation) des sociétés au résultat consolidé, en part du Groupe, ces sociétés étant regroupées par type d'activité.

Contribution au résultat consolidé (part du Groupe)

(en millions d'euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Crédit du Nord	67,0 ⁽¹⁾	28,3	162,0
Banque Rhône-Alpes	9,9	11,3	30,9
Banque Tarneaud	8,8	8,3	22,9
Banque Courtois	18,2	15,7	40,5
Banque Laydernier	5,6	4,0	13,7
Banque Nuger	2,3	2,5	6,6
Banque Kolb	4,4	4,2	11,7
Norbail Immobilier	-0,1	0,7	2,6
Société de Bourse Gilbert Dupont	0,7	0,2	0,7
Star Lease	0,6	3,2	4,5
Dexia-C.L.F. Banque (2)	-	1,1	2,5
Nord Assurances Courtage	0,6	0,5	1,2
Autres sociétés	1,4	4,5	10,8
SOUS-TOTAL ACTIVITE BANCAIRE	119,4	84,5	310,6
Etoile Gestion (3)	-	7,3	23,8
Etoile Gestion Holding (3)	3,1	-	-
SOUS-TOTAL ACTIVITE GESTION D'ACTIFS	3,1	7,3	23,8
Antarius (4)	8,3	6,2	13,5
SOUS-TOTAL ACTIVITE ASSURANCE	8,3	6,2	13,5
TOTAL TOUTES ACTIVITES	130,8	98,0	347,9

(1) La société Norfinance a été absorbée par le Crédit du Nord (Transmission Universelle de Patrimoine) au 1er janvier 2010. Son résultat est présenté sur la ligne "Autres sociétés" au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2009. Il est intégré à celui du Crédit du Nord au 30 juin 2010.

(2) Les parts détenus par le Crédit du Nord dans la société Dexia-CLF Banque ont été cédées au cours du mois de décembre 2009. Le montant reporté sur cette ligne dans la colonne 30 juin 2009 correspond à la quote-part du Groupe CDN sur cette entité pour le premier semestre 2009. Le montant reporté dans la colonne 31 décembre 2009 correspond à la quote-part du Groupe CDN pour la totalité de l'année 2009.

(3) Les parts d'Etoile Gestion détenues par les entités du Groupe CDN ont été apportées à Etoile Gestion Holding au 31 décembre 2009. Le résultat dans la colonne 30 juin 2009 sur la ligne Etoile Gestion correspond à la part du Groupe CDN au titre du résultat de cette entité pour le premier semestre de l'année 2009. Le résultat dans la colonne 31 décembre 2009 sur la ligne Etoile Gestion correspond à la part du Groupe CDN au titre du résultat de cette entité pour l'ensemble de l'année 2009.

(4) Y compris les OPCVM d'assurance sous-consolidés.

Part des activités dans le résultat d'ensemble

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Activité bancaire	91,3%	86,2%	89,3%
Gestion d'actifs	2,4%	7,5%	6,8%
Assurance	6,3%	6,3%	3,9%

NOTE 28 - EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

A la suite de la signature d'un Protocole de négociation avec la BPCE, le 13 juin 2010, des négociations ont été menées en vue d'acquérir l'intégralité du capital de la Société Marseillaise de Crédit. Une convention de cession d'actions a été signée, le 30 juillet 2010 moyennant un prix de 872 millions d'euros. Elle entrera en vigueur dès que les conditions suspensives auront été levées.

Cette opération n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés semestriels.

5. Rapports des Commissaires aux Comptes

Crédit du Nord

Société Anonyme

59, boulevard Haussmann
75008 – Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes Sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S à capital variable

DELOITTE & ASSOCIÉS
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

CREDIT DU NORD

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration, dans le contexte d'une forte volatilité des marchés financiers et un environnement économique qui reste dégradé. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

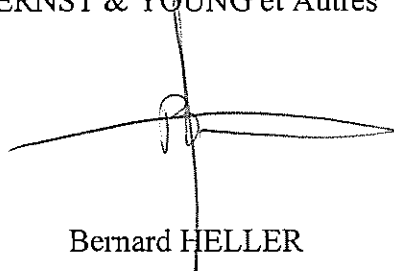
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 5 août 2010

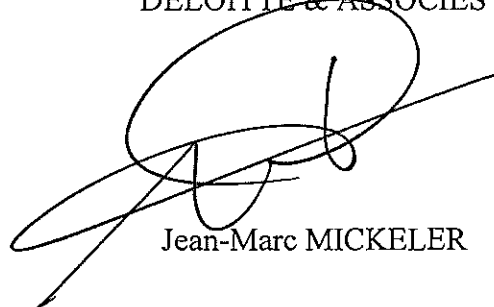
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line intersected by a horizontal line, with a small loop at the intersection.

Bernard HELLER

DELOITTE & ASSOCIÉS

A complex handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop at the top and several sweeping lines below.

Jean-Marc MICKELER

V. TABLES DE CONCORDANCE

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du document de référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	208	1
2. Contrôleurs légaux	208	2
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	-	5-6
4. Facteurs de risques	39-40 ;78 à 89 ;207	-
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	204	-
5.2. Investissements	8 ;13-14 ;30 ;100-101	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	15 à 20	10 à 15
6.2. Principaux marchés	31 ; 95-96	42
6.3. Evénements exceptionnels	12 ;128 ;139 ;179	-
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	207	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de la société concernant sa position concurrentielle	31	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	10	-
7.2. Liste des filiales importantes	133 à 135 ; 181 à 182	-
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	100-101	-
8.2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	-
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	21 à 29	16 à 24

9.2. Résultat d'exploitation	21 à 27	16 à 22
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	28; 46 à 52	23 ; 27
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	53	28
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	94 ; 103-104 ; 110	45-46
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	-	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	-	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	-	-
12. Informations sur les tendances	29	24
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	3
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance de la Direction Générale	184 à 187	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	188 à 195	-
15.2. Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	130-131	-
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4	3
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	-	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 188-189	-
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	-	-
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	23 ; 122	18 ; 58

17.2.	Participations et stock-options des administrateurs	190 à 195	-
17.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	206	-
18.	Principaux actionnaires		
18.1.	Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	206	-
18.2.	Droits de vote différents des actionnaires susvisés	206	-
18.3.	Contrôle de l'émetteur	206	-
18.4.	Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	-	-
19.	Opérations avec des apparentés	130-131 ; 133 à 135 ; 181-182	-
20.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1.	Informations financières historiques	46 à 135; 139 à 183	-
20.2.	Informations financières pro forma	-	-
20.3.	Etats financiers	46 à 135; 139 à 183	-
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	136-137 ; 196-197	-
20.5.	Date des dernières informations financières	46 ; 142	25
20.6.	Informations financières intermédiaires	-	25 à 66
20.7.	Politique de distribution des dividendes	206	4
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	207	-
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	29	24
21.	Informations complémentaires		
21.1.	Capital social	204	-
21.2.	Acte constitutif et statuts	204-205	-
22.	Contrats importants	-	-
23.	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24.	Documents accessibles au public	204	-
25.	Informations sur les participations	133 à 135 ; 181-182	-

2- Table de concordance du Rapport Financier Semestriel :

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2010	25 à 66
Rapport de Gestion	5 à 24
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1 ^{er} semestre de l'exercice 2010	67 à 69
Attestation du Responsable du document	1